37e ANNÉE — T. LII | N° 1202 — 26 juin 1955



LA DOCUMENTATION catholique

ABONNEMENTS : France et Union française : 1 an : **975 frs** - 6 mois : **550 frs** - Étranger : 1 an : **1.050 frs**

PRIX DU NUMÉRO : **45 frs** pour l'année en cours.
60 frs pour les numéros de l'année précédente.
80 frs pour les numéros des années antérieures

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

MAISON DE LA BONNE PRESSE, 5, RUE BAYARD, PARIS-8e - C.C.P. PARIS 1668

ACTES DU SAINT-SIÈGE

Le centenaire de l'Association Kolping

Lettre de S. S. Pie XII

Le 29 mai dernier, jour de la Pentecôte, le groupe de Passau de l'Association allemande Kolping (1) *fêtait le centenaire de sa fondation. A cette occasion, S. S. Pie XII a rédigé la lettre suivante* (2) *:*

A NOTRE VÉNÉRABLE FRÈRE CONRAD LANDERSDORFER, O. S. B., ÉVÊQUE DE PASSAU.

En la prochaine fête de la Pentecôte, aura lieu, dans votre ville épiscopale, à l'occasion du centenaire de l'Association familiale Kolping et de l'inauguration de son nouveau Foyer, une rencontre des compagnons et des maîtres des pays européens de langue allemande. Vous Nous avez transmis, Vénérable Frère, les sentiments de fidélité et de dévouement de votre famille Kolping, laquelle sollicite, pour le jour de la Pentecôte, Notre Bénédiction de l'œuvre Kolping. Nous accédons d'autant plus volontiers à cette prière que, dans votre lettre, vous louez hautement la contribution des fils d'Adolphe Kolping au relèvement intérieur du peuple allemand après son effondrement, ce qui ne fait que confirmer ce que Nous avons déjà entendu dire par ailleurs.

Les centenaires invitent à jeter un coup d'œil rétrospectif sur les forces fondamentales qui ont assuré à une œuvre sa durée. En effet, seule l'évocation constante des buts que le fondateur a fixés à son œuvre peut lui communiquer vitalité et prospérité.

Or, le vénérable fondateur de cette Association de compagnons (*Gesellenverein*) a établi son œuvre sur deux considérations, et il lui a donné comme but leur réalisation. La première est que la religion et la vie forment une unité. Kolping a opposé un non catégorique à leur séparation. Pour lui, il allait de soi que la foi chrétienne doive imprégner complètement toute l'existence. L'Eglise a été la première appelée à se charger de ceux qui gisent sur le chemin, abandonnés par la société. Pour obéir au Christ, à cause de la responsabilité qui lui incombait en qualité de prêtre, et par amour pour le Christ, Kolping a rassemblé en un foyer d'apprentis les jeunes vagabonds livrés à eux-mêmes, afin de reprendre là leur éducation chrétienne familiale, si elle n'était qu'interrompue, ou d'y suppléer totalement, si elle leur avait manqué. Son but fut toujours le même : former un homme entièrement catholique, équipé pour la vie et l'activité professionnelle, et mûr de

(1) Adolf Kolping (1813-1864), cordonnier devenu prêtre, fonda à Elberfeld, en 1845, cette association qui fut le premier groupement de jeunesse catholique à préoccupations sociales des temps modernes. L'Association Kolping compte actuellement 200 000 membres groupés en « familles » (*Kolpingfamilie*). Son but est la formation religieuse et professionnelle des jeunes compagnons (*Gesellen*) pour faire d'eux de bons chrétiens, de bons chefs de famille compétents dans leur travail professionnel et de bons citoyens. Cette formation est donnée dans 400 foyers (*Gesellenheime*). Quand le jeune homme se marie, il reste dans l'Association jusqu'à sa mort comme *Altkolping*. Le mouvement est répandu dans tous les pays de langue allemande, des *Gesellenvereine* (Associations de compagnons) se sont également formées parmi les émigrés allemands en divers pays. Actuellement le mouvement s'efforce de déborder le cadre artisanal où il est né pour se répandre dans la grosse industrie et dans les milieux d'employés ; il s'étend également davantage dans les campagnes. L'Association Kolping, notons-le, est beaucoup plus importante que la J. O. C. allemande (*Christliche Arbeiterjugend* ou C. A. J.) qui ne compte que 5 000 membres. Son centre est à Cologne, *Breite Strasse* 08.

(2) Traduction de J. THOMAS D'HOSTE d'après le texte allemand publié par *l'Osservatore Romano* du 28. 5. 1955.

caractère. Ce but n'a subi aucun changement ni relâchement. L'œuvre d'Adolphe Kolping se maintiendra aussi longtemps que cet idéal restera vivant devant ses yeux, aussi longtemps qu'en elle la religion et la vie connaîtront cette unité qui, dans l'esprit de son fondateur, a été à l'origine de l'Association.

La deuxième pensée qui a guidé Adolphe Kolping est la suivante : la famille est la cellule primitive et le modèle de toute vie de communauté. A une conception de la société, qui ne voit dans les hommes qui la composent que des producteurs ou des consommateurs, qui, par suite, s'épuise en production et consommation, et, par là même, tue et atomise toute vie de communauté, à une telle conception, Kolping oppose encore une fois un non décisif. A ses yeux, la famille chrétienne, l'état et la profession valorisés par la morale, la bonne camaraderie et le bon voisinage sont les fondements de la vie de communauté. La famille avant tout : aussi parfaites que puissent être la Constitution et les lois, elles ne serviront à rien si la famille est malade et se meurt. Que de fois Kolping n'a-t-il pas exprimé cette pensée ! Sa création, la « *Gesellenverein* », dans les grandes choses comme dans les petites, dans son ensemble et dans ses ramifications, devait être une famille et devait préparer les jeunes gens à pouvoir devenir des chefs de familles authentiquement chrétiennes. Cette double conception concernant la famille constitue l'essence de sa fondation, et elle doit lui demeurer essentielle. Sinon, elle ne serait plus ce qu'Adophe Kolping avait eu en vue en la créant.

La « *Gesellenverein* » n'a rien perdu de son caractère d'actualité ; elle est aujourd'hui presque plus actuelle qu'il y a cent ans. Il est d'une importance secondaire que le sens des mots « compagnon » ou « maître » ait subi quelque changement. Ce dont il s'agit est différent : que les fils d'Adolphe Kolping aient toujours vivement conscience de ce qu'ils ne forment pas une association quelconque, ayant un but profane, mais qu'ils sont placés là devant une noble tâche religieuse et sociale. Puisse la pensée que l'accomplissement de cette tâche est aujourd'hui encore beaucoup plus difficile qu'il y a cent ans n'être pour eux, pour les directeurs spirituels, ainsi que pour la grande famille des compagnons, qu'un stimulant à employer toute leur bonne volonté en vue de l'obtention du but assigné. S'ils sont des hommes de prière, à l'instar de leur père Adolphe Kolping, ils l'atteindront également aujourd'hui avec la grâce de Dieu.

Que Dieu les comble de ses faveurs et de ses grâces, en gage desquelles Nous leur donnons de tout cœur à tous la Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 19 mai 1955.

PIUS PP. XII.

ALLOCUTION DU SAINT-PÈRE AUX JOURNALISTES FRANÇAIS

de l'Association internationale de la presse latine *(3 juin 1955)*

S. S. Pie XII a reçu en audience, dans la salle du Trône, un groupe de journalistes français qui participaient au Congrès de l'Association internationale de la presse latine, le 3 juin, et leur a adressé en français le discours suivant que nous reproduisons d'après l'Osservatore Romano (1) :

Il Nous est très agréable de vous recevoir, Messieurs, à l'occasion du Congrès de l'Association de la presse latine qui vous réunit à Rome ces jours-ci. Vous savez l'estime profonde que Nous avons toujours entretenue à l'égard de la culture française et des œuvres admirables que sa littérature a produite. Vous avez hérité de cette tradition illustre et c'est à vous qu'il appartient maintenant de faire rayonner son influence et de promouvoir, dans votre pays et à l'étranger, les qualités auxquelles elle reste particulièrement attachée.

A l'heure présente, l'écrivain et le journal exercent une influence prépondérante sur l'opinion. Ils s'emparent des faits religieux, politiques, économiques, des événements, graves ou insignifiants, des succès littéraires ou des modes philosophiques et les présentent au public en les appuyant d'un commentaire qui les illustre, les colore d'émotivité, leur communique en somme tout le relief qui en fera l'intérêt. Bien rares parmi les lecteurs ceux qui sont à même de critiquer pertinemment le texte qu'ils ont sous les yeux. Cette transformation que le chroniqueur, l'auteur d'un reportage, d'une enquête, d'une étude critique, fait subir au fait brut, personne ne la lui reprochera : on attend de lui au contraire qu'il interprète son sujet avec toute la richesse de son esprit et de sa sensibilité, qu'il en fasse ressortir les aspects qui l'ont personnellement frappé. Mais voici l'écueil : l'exposition partiale, la déformation tendancieuse ou nettement malveillante, peut-être même le scepticisme ou la moquerie, pire encore, l'erreur consciente qui affiche un faux air d'objectivité.

(1) *L'Osservatore Romano* du 4 juin 1955, lequel signale parmi les journalistes présents : MM. Edouard Bonnefous, ministre des P. T .T., président de l'Association internationale de la presse latine d'Europe et d'Amérique ; Jean Letourneau, ancien ministre ; Jacques de Lacretelle et Louis-Pasteur Vallery-Radot, de l'Académie française ; Maurice Mignon, de l'Institut de France ; Robert de Billy et Emile Servan Schreiber, directeur d'*Echos*, vice-présidents de l'Association ; Henri Massot, directeur général de *Paris-Presse*, président du Syndicat de la presse parisienne et vice-président de l'Association nationale de la presse française ; Roland Faure, secrétaire général ; de Bénouville, député, directeur de *Jours de France ;* le professeur Deffontaine, directeur de l'Institut français de Barcelone ; Louis Gabriel-Robinet, rédacteur en chef du *Figaro*, et Maurice Montabré, correspondant romain ; Gignoux, directeur de la *Revue des Deux Mondes ;* Brassie, directeur de la *Revue Française ;* Jacques Chauvet, rédacteur en chef du *Monde ;* Jean Fabiani, rédacteur en chef de *Combat ;* Hérouard, de la direction de *Paris-Match ;* de Bouzy,, rédacteur en chef de la Radio-Télévision française ; Sam Cohen, rédacteur en chef de *Paris-Soir ;* Max Bergerre, correspondant romain de l'Agence *France-Presse*.

Aussi, nul d'entre vous, Messieurs, ne s'étonnera-t-il de Nous voir une fois de plus exalter devant vous le culte de la vérité et le souci de rapporter exactement les faits, sans céder à la tentation d'en grossir la portée, mais en observant aussi les critères impérieux du respect des personnes et de la décence morale. Il vous appartient, Messieurs, de regarder la société contemporaine dans toutes ses activités et de choisir ce qui vous semble digne d'intérêt. Pourquoi oublie-t-on si souvent le mérite d'une obscure fidélité au devoir quotidien, du respect scrupuleux de l'honnêteté et de la réputation d'autrui, du dévouement généreux au service d'un idéal de justice et de charité ? Travaillez avec une conscience droite et loyale, avec le souci de découvrir et de publier ce qui sert la vérité, ce qui contribue à promouvoir les valeurs humaines véritables et universelles.

Voilà le souhait cordial que Nous formulons à votre égard. Qu'il s'accomplisse par la faveur du Maître divin de toute vérité et de toute justice. Nous le lui demandons avec instance et vous en accordons volontiers pour gage notre Bénédiction apostolique.

Le sacre de S. Exc. Mgr Fontenelle évêque titulaire de Theudalis

Allocution de S. S. Pie XII

Le 5 juin, S. Exc. Mgr Fontenelle, qui est depuis de longues années correspondant de La Croix, *a reçu à Saint-Pierre de Rome la consécration épiscopale, comme évêque titulaire de Theudalis, des mains de S. Em. le cardinal Tedeschini, archiprêtre de la basilique vaticane. Le lendemain, S. S. Pie XII, par une faveur spéciale, le recevait en audience avec de nombreux pèlerins français, et à cette occasion prononçait en français l'allocution suivante* (1) *:*

VÉNÉRABLES FRÈRES
ET CHERS PÈLERINS FRANÇAIS,

La couronne très honorable et bien méritée que vous formez autour de celui que l'Esprit-Saint a revêtu hier de la plénitude du sacerdoce lui apporte une juste récompense pour tant de services rendus à son pays, à l'Eglise, au Vicaire de Jésus-Christ.

Depuis trente ans qu'il est Romain, et depuis que Nous le connaissons et que Nous l'aimons, il s'est appliqué avec ardeur et ténacité à faire partager une dévotion très vive pour tout ce que Rome présente de valeurs chrétiennes, de lumière et de force. Par son fidèle dévouement, et par son talent d'écrivain, il s'est acquis l'estime et la reconnaissance que vous venez aujourd'hui lui témoigner.

La basilique de Saint-Pierre, au Chapitre de laquelle il appartient depuis vingt ans, où il a vu l'heureux aboutissement de plusieurs causes de béatification et de canonisation par lui fermement et patiemment soutenues, aura été aussi le lieu du sacre, qui l'a élevé à la haute dignité de l'épiscopat et en a fait Notre collaborateur plus intime. Aussi est-ce au prince des apôtres, saint Pierre, que Nous confions les prières et les vœux que Nous formons en ce moment pour lui. Que chacun de vous s'unisse à l'action de grâces du nouvel évêque et reçoive avec lui l'effusion des faveurs spirituelles que Nous implorons de Dieu sur vous tous du fond de Notre cœur. Nous vous en donnons pour gage Notre paternelle Bénédiction apostolique.

(1) D'après *l'Osservatore Romano* du 10-11 juin 1955.

— *Le livre de l'espérance : L'âme, Dieu, la destinée. Eternelles questions sous la lumière de ce temps*, par Mgr DE SOLAGES, recteur de l'Institut catholique de Toulouse. — Un vol. 22 × 14 cm. de 286 pages. Prix : 600 francs. Editions Spes.

Ces pages écrites surtout pour le grand public, Mgr de Solages les dédie « à ceux qui doutent », dont l'espérance vacille. A ceux que la science moderne a déçus ou jetés dans le désarroi, le savant recteur de l'Institut catholique de Toulouse n'hésite pas à proposer, à la lumière de notre temps, les éternels problèmes de l'âme, de Dieu, de la destinée. La philosophie, la science et nos livres sacrés viennent rendre à l'esprit inquiet et dérouté les certitudes nécessaires pour espérer. Plume alerte, clarté, pénétration qui va à l'essentiel, on y retrouve ces qualités bien connues de l'auteur. L'ouvrage s'achève sur de nombreuses et longues citations de la Bible particulièrement bien choisies.

— *Justice humaine, justice divine*, par le R. P. CARRÉ. — Un vol. de 60 pages. Prix : 210 francs. Desclée de Brouwer, Paris.

Ces pages furent rédigées après un chemin de croix prêché aux responsables de la justice humaine, et elles intéressent tout homme attentif aux exigences de sa conscience.

— *Vraie et fausse religion, précédée de communauté de la foi*, par BERNARD WELTE. — Un vol. relié de 80 pages. Prix : 360 francs. Desclée de Brouwer, Paris.

La première partie de ce livre nous livre des méditations sur la communauté de la foi, c'est-à-dire sur la communauté des croyants en tant que participants au banquet du Seigneur. Ces pages s'adressent à la fois aux prêtres et aux laïques. Dans la prise de conscience théologique qui s'opère aujourd'hui, il apporte des clartés décisives.

— *Le drame de la démocratie*, par SUZANNE LABIN. — Un vol. de 264 pages in-16 jésus, sous couverture deux couleurs. Prix : 720 francs. Editions Pierre Horay, Paris, VIe.

Membre du parti socialiste et opposée à toute révolution violente et à toute forme de dictature même prolétarienne, l'auteur analyse les critiques adressées à la démocratie par l'extrême droite comme par l'extrême gauche. Dans une absence totale de sens religieux, avec un parfait mépris pour « la mystique aveugle » des « causes transcendantes », Suzanne Labin tente de sauver « les chances de la démocratie » : « Dans l'ombre des arcs dressés pour son triomphe, sous l'ondulation des foules prosternées devant son image et tout au fond des urnes soumises, l'œil de la démocratie regarde Caïn !... » (P. 259.)

— *Prague à l'heure de Moscou*, par PAUL BARTON. — Un vol. de 320 pages in-16 jésus, sous couverture en deux couleurs. Prix : 900 francs. Editions Pierre Horay, Paris, VIe.

L'auteur a bien délimité son sujet : « la vie intérieure du régime » ; tous les autres problèmes nés de la mainmise stalinienne sur la Tchécoslovaquie sont laissés de côté. Le procès Slansky, à Prague, en 1952, est d'abord démonté pièce par pièce. Il montre le régime en action. Plus de 100 pages sont ensuite consacrées à la vie et à la mort du parti communiste tchécoslovaque. Une troisième partie, du Kominform au Comecon (Conseil d'entraide économique) montre enfin comment le Kremlin dirige la Tchécoslovaquie. Le procédé est toujours le même : liquidation par tous les moyens — et le procès Slansky montre qu'on ne recule devant aucun — et installation des hommes et organismes qui consolident la conquête soviétique. L'auteur syndicaliste militant, né à Prague, qui a participé à l'insurrection de mai 1945 et s'est évadé en février 1948, peut se référer aux sources originales.

DEUX SOUCIS MAJEURS POUR LA PAIX

Allocution de S. Em. le cardinal Feltin (22. 5. 1955)

Le 22 mai dernier, dimanche international de la paix, S. Em. le cardinal Feltin, président international du mouvement Pax Christi, *a prononcé l'allocution suivante à Notre-Dame de Paris* (*) *:*

MES FRÈRES,

Nul ne sera surpris que mes premières paroles soient un remerciement adressé à ces Petits Chanteurs qui viennent de nous émouvoir si profondément et à ceux qui ont voulu faire des innombrables *Pueri Cantores* répandus dans le monde entier, l'aile chantante enfantine du mouvement *Pax Christi*. Nous avons besoin de ce message d'espérance. Nous avons besoin de ces voix pour rappeler à notre époque en fermentation l'éternel message qui vient du fond des âges nous promettre la paix issue du cœur de Dieu.

Il nous fallait, il nous faudra toujours ce rappel solennel pour donner à notre concorde d'ici-bas son vrai sens et sa vraie dimension. La meilleure façon de résoudre les problèmes du temps consiste à les dominer, à les situer dans l'éternel, à leur assigner une place dans le plan total de la création et de la rédemption.

C'est parce que vous l'avez compris, mes Frères, que vous êtes venus si nombreux implorer publiquement cette tranquillité durable que l'Eglise sollicite du Seigneur dans l'oraison de la messe *Da pacem*. Cette préoccupation de poursuivre la seule paix authentique et totale qui est la paix du Christ n'enlève rien aux préoccupations immédiates et très concrètes qui doivent être celles des chrétiens à une époque, comme la nôtre, où se jouent le sort du monde et de son unité.

En cette période fertile en grands événements internationaux et où l'histoire va si vite, j'évoquerai brièvement deux soucis majeurs : celui de l'énergie atomique et celui des pays insuffisamment développés, en montrant l'intime relation qui existe entre ces deux domaines apparemment fort différents.

Le problème atomique.

Le problème atomique revêt deux aspects, l'un destructeur, l'autre bienfaisant.

Le grand public commence à prendre conscience, grâce à tous les moyens de diffusion d'aujourd'hui, de cette option fondamentale et de ce tournant de civilisation. Comment un évêque ne ressentirait-il pas cette angoisse de son peuple, et le drame de conscience des techniciens et des gouvernants ? Et comment ne se ferait-il pas l'écho de cette voix qui s'est fait entendre, si souvent, du balcon de Saint-Pierre, pour conjurer les hommes de s'arrêter à temps sur le chemin de l'abîme ? A ceux qui accusent si injustement l'Eglise dans son magistère ou dans sa hiérarchie, de ne rien dire, de ne rien faire pour écarter la guerre, je tiens à citer, du haut de cette chaire de Notre-Dame, quelques-uns des appels angoissés du Pape de la Paix.

Le Pape condamne la guerre atomique avec une rare énergie. « Ces armes, écrivait-il dès Noël 1950, provoqueraient une telle extermination que la terre en deviendrait comme « informe et vide », (*Gen.* I, 2) solitude et chaos évoquant non le désert des origines, mais celui de la fin. » (1)

Ces armes, reprend le Souverain Pontife à Pâques 1954, sont capables « de produire l'extermination totale de toute vie animale et végétale, de toute œuvre humaine sur des régions toujours plus vastes..., d'infecter de façon durable l'atmosphère, le terrain et jusqu'aux océans même à de très grandes distances des zones directement frappées ou contaminées par les explosions nucléaires... » (2).

On pourrait multiplier les citations de ce genre. Mais, si l'on veut citer le Saint-Père, il faut le citer tout entier. On s'aperçoit alors que ce qui est condamné dans ces armes, dans ces techniques nouvelles, c'est sans doute leur puissance de destruction massive et aveugle, mais aussi le fait que ceux qui s'en servent ne savent pas à quoi peut entraîner cette invention nouvelle.

Mais surtout à aucun moment le Pape ne condamne les armes atomiques, bactériologiques et chimiques, sans porter en même temps une condamnation vigoureuse contre les guerres modernes dont elles ne sont qu'une application. C'est tout le problème de la guerre juste que le Pape remet en cause aujourd'hui et c'est dans ce contexte élargi qu'il faut toujours situer les jugements portés par lui sur les armes nucléaires.

La guerre, en tant qu'institution tendant à régler des conflits entre peuples, n'est plus admissible aujourd'hui, étant donné les possibilités d'arbitrage et d'entente politiques, économiques et culturelles nées de la facilité des communications.

Jamais le Pape ne flétrit la guerre sans indiquer aussitôt la tâche qui s'offre à notre génération pour la mettre efficacement hors la loi. Ce moyen c'est un ordre nouveau à créer, une société des peuples à organiser, une autorité à faire admettre par tous en vue du bien commun universel, autorité disposant des pouvoirs nécessaires à cette mission rendue indispensable par l'unification de la planète. « Quand donc, interroge Pie XII dans ce même Message de Pâques 1954, quand donc les dirigeants des nations s'apercevront-ils que la paix ne peut consister en un exaspérant et dispendieux rapport de terreur mutuelle, mais dans la maxime chrétienne de la charité universelle et en particulier de la justice volontairement réalisée plutôt qu'extorquée et dans la confiance qu'on inspire plutôt que dans celle qu'on exige ? » (3)

En attendant cet organisme créé par la sagesse — chèrement acquise — des nations de la terre et qui serait capable d'empêcher, par une opération de police internationale, « les criminels sans conscience... de déclencher la guerre totale... » le Pape préconise des ententes internationales telles que « puisse être efficacement proscrite et écartée la guerre A. B. C., restant sauf toujours le principe de la légitime défense » (4), que l'on

(*) Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

(1) Cf. *D. C.*, n° 1086, du 14 janvier 1951, col. 8.
(2) Cf. *D. C.*, n° 1172, du 2 mai 1954, col. 514.
(3) Cf. *Ibid.*, col. 515.
(4) Cf. *Ibid.*, col. 515.

confond souvent et à tort avec la notion de guerre.

« Même alors cependant, précise Pie XII, le 30 septembre 1954, il faut s'efforcer par tous les moyens d'éviter la guerre A. B. C..., ou poser à son utilisation des limites assez nettes et étroites pour que ses effets restent bornés aux exigences strictes de la défense. » (5)

L'aide aux pays insuffisamment développés.

Mais il est évident que les condamnations portées par le Chef spirituel de la chrétienté ou par la hiérarchie en divers pays, ainsi que les mises en garde des savants et des responsables de l'énergie atomique, si elles parviennent à empêcher la guerre, par la terreur qu'elle provoque simultanément dans les divers camps, n'apportent pas pour autant la paix. Celle-ci doit être recherchée dans ses causes qui sont multiples.

Le thème choisi, cette année, par *Pax Christi,* pour la Journée internationale de la paix que ce mouvement organise dans douze pays, ce dimanche 22 mai, coïncide fort opportunément avec le problème atomique. Cette coïncidence n'est pas fortuite. L'assistance technique aux pays insuffisamment développés ne nous fait pas sortir du sujet. Il y a, au contraire, entre cet effort et celui qui vise à mettre l'arme atomique en dehors des armes conventionnelles, sinon un rapport direct de cause à effet, du moins un conditionnement indiscutable, car on aura beau détruire les stocks existants de bombes A ou de bombes H, et de leurs succédanés présents ou à venir, rien n'empêchera que se garnissent à nouveau les arsenaux nucléaires si la misère et la faim, qui sont mauvaises conseillères, provoquent des paniques ou des révoltes puissantes comme des raz de marée.

L'Occident a connu et connaît des souffrances, des injustices ; innombrables sont encore les taudis ; innombrables ceux qu'un lâche euphémisme range sous le nom d'économiquement faibles ; mais que dire des milliers, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui meurent de faim, au sens médical du mot ! Les chiffres fournis par les statistiques les plus sérieuses et les plus officielles provoqueront, nous voulons le croire, quand ils seront connus des pays opulents ou aisés, comme les nôtres, un effet de stupeur salutaire et des réflexes de solidarité généreuse.

Il y a dans le monde, disait récemment une revue bien informée de ces problèmes, 800 millions d'hommes pour qui le minimum vital mensuel français représente le maximum annuel (6). La France, dit-on, compte plus de lits d'hôpital que tous les peuples d'Asie réunis. Plus d'un milliard d'hommes ne savent ni lire ni écrire. Tandis qu'en certains pays d'Europe l'âge moyen s'établit aux environs de 60 ans, il dépasse à peine la trentaine pour près d'un milliard d'êtres humains.

L'heure est venue, pour les hommes loyaux et de bonne volonté, plus clairement encore pour les chrétiens, de transformer le sourd malaise de leur conscience en inquiétude et de traduire cette inquiétude en action.

Cette action utilisera d'abord la puissance de l'opinion : connaître et faire connaître autour de soi, et par voie de presse, cette inégalité foncière entre pays opulents et nations prolétaires, pour provoquer des mesures publiques et des initiatives collectives très bienfaisantes. Mais il faut aller plus loin, en consentant à diminuer son train de vie, à amputer de son budget les dépenses inutiles qu'une complicité intérieure a toujours tendance à justifier logiquement à nos propres yeux.

L'examen de conscience des chrétiens qui s'arrête trop souvent à des manquements tout formalistes, doit, à notre époque, changer de mesure.

Enfin, cette charité élargie ne doit pas se traduire seulement en gestes matériels, mais se manifester par un respect sincère de ce prochain de couleur ou d'un pays lointain, et par un accueil ouvert, fréquent, persévérant. Chacun, chaque famille, chaque institution, paroisse, collège, œuvre ou mouvement, doit opérer cette mue insensible ou précipitée sous peine de manquer à la mission si clairement tracée par ces grands problèmes de notre temps.

Certains pensent que cette tâche dépasse nos possibilités. Le Pape en juge autrement et il le fait savoir. Qu'il est émouvant cet acte d'espérance qui termine le discours de Pâques 1955 : « Nous exhortons les hommes de science et de bonne volonté à persévérer avec audace et confiance dans l'étude théorique et expérimentale des préparations et des matériaux productifs, de manière à atteindre une production notable d'énergie facilement accessible qui serve là où il faut et contribue à diminuer la pression du besoin et de la misère... » (7).

Cette profession d'optimisme réaliste invite les savants et les pouvoirs publics des pays favorisés à utiliser les découvertes nucléaires pour mettre en valeur les immenses territoires encore non ou mal cultivés ; elle invite les médecins à diminuer les souffrances humaines, les chefs d'entreprise à rendre moins pénibles les conditions de travail.

Il n'est pas trop tard pour agir. Aux égoïstes et aux pessimistes, le devoir est de rappeler sans cesse que c'est quand il n'y a, apparemment, rien à faire, qu'il y a tout à faire. Et aux optimistes, qui se dispenseraient volontiers de donner en se réfugiant dans le sentiment rassurant que de hautes instances ont pris en charge, à leur place, les problèmes d'une plus juste répartition des biens dans le monde, il faut redire que les meilleures causes, les meilleures institutions ne valent que ce que valent leurs membres et que des institutions sans mystique tombent dans l'immobilité d'un corps sans âme.

---

(5) Cf. *D. C.*, n° 1184, du 17 octobre 1954, col. 1284.

Nous rapprochons ces déclarations de S. Em. le cardinal Feltin sur les armes atomiques de celles-ci de S. Em. le cardinal Gerlier faites le 26 mars dernier lors de l'assemblée générale des Unions paroissiales d'Action catholique de Lyon : « Nous sommes ici, dit-il, devant une terrifiante déviation du progrès scientifique. On aurait voulu voir toutes les nations chrétiennes, tous les peuples sans exception unis dans une même réprobation, dans une volonté inflexible de bannir cette intolérable abomination.

» Et c'est, en réalité, la course éperdue aux réalisations les plus rapides, les plus affreuses. Nous assistons à un recul de la civilisation humaine, à une méconnaissance douloureuse des lois de la civilisation chrétienne.

» Ah ! puissent tous les hommes, tous les chrétiens d'abord, être d'accord pour stigmatiser semblable aberration, et travailler à créer cette unanimité de l'opinion internationale qui sera seule susceptible de réaliser l'union de tous les chefs de peuples contre la guerre et contre l'utilisation d'un procédé de destruction qui déshonore l'humanité. » (*Semaine religieuse du diocèse de Lyon*, 1. 4. 1955.)

(6) *Missi*, 7 janvier 1954.

(7) Cf. *D. C.*, n° 1198, du 1er mai 1955, col. 516.

Aussi est-ce tout naturellement vers Dieu que se tournent nos pensées. Nous savons qu'il peut tout et que la prospérité, le progrès technique relèvent finalement de son inspiration et d'une bienveillance renouvelée de sa Providence. Nous savons qu'il est Père et qu'il aime d'un amour de prédilection les pauvres et les malheureux. Unissant nos prières à celles que font monter aujourd'hui, dans chaque cathédrale comme dans les plus petites églises de village, nos frères dans la foi, supplions le Seigneur d'agréer nos offrandes, nos sacrifices et nos intercessions en faveur de ceux qui souffren[t] comme de ceux qui cherchent à les aider, et pou[r] l'avènement d'une paix qui soit vraiment la pai[x] du Christ.

Amen.

La bombe à hydrogène

Allocution de S. Em. le cardinal Griffin

Prenant la parole, le 2 juin dernier, lors de la réunion générale annuelle de la Catholic Truth Society (1) *à Westminster cathedral Hall, S. Em. le cardinal Griffin, archevêque de Westminster, est revenu sur la question de la bombe à hydrogène* (2) *pour bien préciser sur ce sujet la pensée de l'Eglise qui n'a pas toujours été parfaitement interprétée par les catholiques* (3) *:*

On ne peut pas penser que la guerre en elle-même soit toujours injuste. L'individu a toujours le droit de se défendre, et l'injustice peut être pire que la guerre. Mais il n'est pas toujours facile de réduire le problème à des données aussi simples. En même temps que les méthodes modernes de guerre sont devenues plus complexes, les chrétiens ont eu à faire face à de plus grandes difficultés. Dès 1932, le cardinal Faulhaber, de Munich, disait :

« Nous sommes à un tournant de l'histoire. De même que d'autres questions, la question de la guerre ou de la paix amènera, elle aussi, une transformation des esprits. Il faut que l'opinion publique se transforme, bien que pareille évolution ne se puisse opérer sans heurts... La morale théologique sur la guerre parlera même un nouveau langage. Tout en restant fidèle à ses antiques principes concernant la légitimité de la guerre, elle tiendra pourtant compte des faits nouveaux. » (4)

On se demande si le cardinal Faulhaber a pu, à ce moment-là, prévoir le caractère effroyable des faits à venir. Il est cependant important que nous nous rendions compte que les principes fondamentaux restent les mêmes que par le passé. Les principes qui permettent de juger de la légitimité de la guerre sont bien connus ; la difficulté est de les appliquer aux conditions actuelles. D'une façon générale, o[n] doit dire que, en plus de la juste cause, il es[t] nécessaire que le bien qu'une guerre cherch[e] à préserver ou à recouvrer doit dépasser l[e] mal que l'on prévoit qu'elle occasionnera. D[e] plus, il ne faut pas faire usage de plus de vio[-]lence qu'il n'est nécessaire pour faire valoi[r] son droit, et elle doit être dirigée uniquemen[t] contre de violents et injustes agresseurs. L[e] gros problème que peut se poser un laïqu[e] (*layman*) est de savoir jusqu'à quel point cel[a] est possible étant donné l'effroyable efficacit[é] des armes modernes ; et quand je dis *layman*[,] je ne fais pas de distinction entre prêtres e[t] fidèles ; par *layman,* j'entends quelqu'un qu[i] n'est pas parfaitement informé au sujet de[s] procédés scientifiques modernes pour faire l[a] guerre (1).

Comme je l'ai dit au début du Carême, seul[s] les plus éminents savants nucléaires peuven[t] nous dire si ces effroyables nouvelles arme[s] peuvent être contrôlées de telle sorte que leur[s] effets puissent être dirigés uniquement contr[e] des objectifs militaires légitimes.

Mais dans ce problème, le plus complexe d[e] ceux qui se posent actuellement, ne nous lais[-]sons aller ni au désespoir ni à ce que l'on n[e] peut appeler qu'un pacifisme bêlant. Il nou[s] est difficile de porter un jugement général su[r] la moralité de la guerre telle qu'elle appara[ît] en ce siècle ; il est certain que l'Eglise ense[i]gnante n'a jamais donné autorité à l'opinio[n] que toute guerre, même défensive, est en elle[-]même nécessairement et toujours condam[-]nable.

Je me suis quelque peu étendu sur ce suj[et] parce que de nombreux écrits sont venus à m[a] connaissance qui émanaient manifestement d[e] sources catholiques, mais sans aucune sorte d[e] véritable autorité ecclésiastique. Il a été fa[it] un usage malheureux de citations isolées d[e] leur contexte, extraites de déclarations fait[es] par les Papes et des théologiens du continen[t.] Nous devons rester sur nos gardes, et tout e[n] respectant la conscience des individus, tout e[n] détestant la guerre en elle-même avec s[es] effroyables effets, et même la crainte de [la] guerre, nous ne devons pas permettre que ce[la] influence notre étude de ce grand problèm[e] moral. Il est clair que nous devons courage[-]

---

(1) La *Catholic Truth Society* a été fondée en 1884, par James Britten et Mme W.-H. Cologan. — Ses buts sont : 1° Publier et diffuser des ouvrages de piété à bas prix ; 2° Aider tous les catholiques à mieux connaître leur religion ; 3° Faire connaître la foi dans les milieux non-catholiques ; 4° Favoriser la diffusion des ouvrages catholiques. La réussite de cette entreprise a provoqué des imitations en Hollande, dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis et en Allemagne. Le siège central est 38-40 Eccleston Square, London, S. W. I. Le président en est S. Em. le cardinal Griffin.

(2) Cf. le sermon prononcé par S. Em. le cardinal Griffin le 13 mars dernier, dans *la D. C.,* n° 1196, du 3. 4. 1955.

(3) D'après *The Tablet,* 11. 6. 1955. Traduction de *la D. C.*

(4) Cf. *D. C.,* n° 647-648 des 25 février et 4 mars 1933, col. 473. (*N. D. L. R.*)

(1) Le mot *layman,* en anglais, peut désigner, outre [le] laïque, une personne qui n'appartient pas à une certa[ine] profession par opposition à celles qui en font par[tie.] (*N. D. L. R.*)

sement faire face à ce problème, mais nous devons aussi l'étudier à la lumière des nombreux éléments complexes qu'il comporte. Les condamnations générales sont aussi peu utiles que réalistes.

Je profite de l'occasion pour faire ces remarques parce que je sais qu'au cours de l'année dernière la *Catholic Truth Society* a été l'objet de certaines critiques à cause de ce qu'elle a fait paraître sur ce sujet. Nous ne prétendons pas que le dernier mot ait été dit, ni que ce qui a paru est parfait, mais je tiens à féliciter très sincèrement la C. T. S. pour ses efforts en vue de donner une pensée théologique compétente sur un sujet qui trouble de nombreuses personnes.

QUESTIONS ACTUELLES

Après le Conseil national de la J. A. C. F. 1955

Les 13-14-15 avril, s'est tenu, à Versailles, le Conseil national de la Jeunesse agricole chrétienne féminine. Tous les deux ans, les responsables des 96 Fédérations sont invitées à cette assemblée, dont dépend l'orientation du mouvement. Durant ces trois journées de travail, S. Exc. Mgr Fauvel, évêque de Quimper, membre de la Commission épiscopale chargée de l'Action catholique rurale, a tenu à s'associer activement aux recherches des 200 dirigeantes venues de toute la France.

Les problèmes des jeunes en milieu rural

Le rapport sur la situation de la jeunesse féminine dans le milieu rural de 1955, donné par Françoise Langlois, reflète l'inquiétude des jeunes qui réfléchissent à leur avenir, et de leurs familles souvent gênées par des exploitations qui « tournent » mal. Les conséquences pour les jeunes filles apparaissent au travers des faits glanés dans les enquêtes préparatoires : travail pénible et sans responsabilité précise le plus souvent, donc sans goût ; manque de formation professionnelle, faute de moyens et parce qu'on pare au plus pressé, sans souci de l'avenir ; obligation de chercher une profession hors de l'exploitation familiale. Le rapport décrit les réactions de la jeunesse devant la civilisation technique et souligne le désarroi de trop de jeunes dont la religion, restée impensée depuis l'âge de la Communion solennelle, est demeurée infantile et ne correspond plus à leur évolution. Les militantes du mouvement doivent prendre conscience de cet état de fait et y porter un remède efficace et adapté.

Pour commencer ce Conseil, il nous a semblé important de faire le point de notre situation de jeunes en milieu rural.

C'est un travail d'équipe qui a permis d'élaborer cet exposé dont je ne suis que le rapporteur. Ce travail d'équipe est l'expression du Mouvement qui, à chaque échelon, nous permet de prendre conscience de notre situation, de nos besoins réels, qui nous permet d'en faire l'analyse, en cherchant les causes, les conséquences, en comparant d'une région à une autre, et cela jusqu'au plan national.

C'est à travers toutes ces découvertes, toute cette prise de conscience que se dégage notre travail de Conseil, l'orientation du Mouvement.

Cet exposé n'a pas la prétention d'épuiser le sujet que nous abordons. Chaque point traité est plus une piste de travail qu'une analyse complète.

Les enquêtes, nos observations nous ont appris que les personnes et les jeunes en particulier sont influencés par des situations qui dépassent de beaucoup le cadre de leur vie quotidienne. Comme pour comprendre l'attitude de Micheline ou de Simone, nous cherchons à savoir la situation de sa famille, ses conditions de travail ou de logement, pour bien saisir nos réactions de jeunes, nous devons analyser les influences qui pèsent lourdement sur chaque catégorie sociale de notre milieu rural.

Chaque jour, par les voyages, la radio, les événements, nous découvrons un peu plus l'interdépendance des peuples dans le monde et, avant de tirer quelques conclusions sur des perspectives d'avenir, nous devons nous interroger sur les problèmes qui s'imposent à la conscience de chaque jeune qui vit en 1955, d'où voici le plan qui sera suivi dans cet exposé :

1. Analyse des influences qui marquent et transforment notre milieu.
2. Nos réactions de jeunes dans ce milieu.
3. Nous vivons dans un milieu qui est déterminé par une situation d'ensemble à l'échelle du monde.
4. Perspectives d'avenir.

I. — Analyse des influences qui jouent et transforment notre milieu

A) Influences qui jouent sur le milieu agricole.

De plus en plus, un point d'interrogation se pose dans la vie de chaque agriculteur : tenir ou ne pas tenir devant la crise actuelle ?

Crise actuelle qui apparaît être l'augmentation considérable de production qui ne trouve pas de débouchés. Depuis 1950, notre production de lait est passée de 150 millions d'hectolitres à 200 millions d'hectolitres, chiffre déclaré, et 220 millions, chiffre réel. Soit une augmentation de 70 millions.

Crise actuelle causée par un monde agri-

cole qui n'a su prévoir que les marchés favorisant les cultivateurs plus évolués (marché du blé, marché de la betterave), et qui n'a pas su prévoir les marchés des catégories plus pauvres : marché du lait, de la viande.

Crise causée enfin par la situation mineure de l'agriculture en France.

Certains opposent et divisent la France en régions non viables et en régions riches. S'il est vrai, en gros, que l'ensemble des exploitations qui tournent se trouvent au nord de la Loire, des observations nous montrent que la crise est beaucoup plus généralisée et qu'elle fait se côtoyer des exploitations qui meurent avec d'autres qui marchent très bien. Un fossé se creuse peu à peu entre ceux qui sont dans chacune de ces situations. Mais, dans la plupart des cas, dans une ferme d'exploitation importante, comme dans une petite, le cultivateur est amené à prendre des solutions individuelles pour s'en sortir, faute de plans et de prévisions possibles.

1. *Situation des exploitations qui meurent.*

Les raisons qui déterminent cette situation sont très diverses.

— Exploitations *trop petites* et ne pouvant donner aux gens qui y travaillent un niveau de vie suffisant. Trop petites ne veut pas forcément dire un certain nombre d'hectares. 5 hectares de polyculture peuvent être enviables dans la Somme ou dans l'Orne, et 5 hectares de culture spécialisée peuvent être d'un grand rapport dans les Côtes-du-Nord ou le Vaucluse. Dans ces exploitations trop petites, le morcellement vient souvent accroître les difficultés.

— Impossibilité de se mécaniser ou de se moderniser dans ces fermes où l'on a à peine de quoi tourner.

— Le travail prend tellement dans un rythme inhumain que l'on n'a plus le temps de lire (ni le goût d'ailleurs), pas plus que de sortir pour se mettre au courant de techniques ou d'efforts nouveaux. (Heures de travail révélées par les enquêtes de cette année.)

— Peu à peu, le cultivateur, dans cette situation, se prolétarise sans en prendre conscience, et sans l'accepter. (Le rendement même des exploitations varie du simple au double avec une exploitation équipée : 1 500 litres de lait par vache à 4 500 litres par vache, même région, même race.)

— Pour les filles, le travail est dur, dépendant presque entièrement des décisions du père, et on pourrait dire que dans beaucoup de cas on utilise les enfants pour sauver l'exploitation sans souci du choix des jeunes, de leur formation et de leur avenir.

Quelques réactions de jeunes rencontrées en stage :

« C'est la volonté de mes parents qui m'a poussée à faire le métier, car ils sont cultivateurs, et je leur aide dans la ferme. » (*Centre.*)

« Imaginez-vous ce que représente la mévente pour notre exploitation. Nous n'avons qu'un hectare à cultiver ; même avec de la culture maraîchère, à l'heure actuelle, ce n'est pas brillant. » (*Hautes-Alpes.*)

Ces jeunes sont-elles touchées par le Mou vement ? Nous pourrions y réfléchir longue ment... (Manque de temps, manque d'argen pour se déplacer... Le Mouvement répond-i pour qu'elles s'engagent ?)

2. *Situation des exploitations qui tournent*

Dans ces exploitations, on sent souvent un volonté de s'équiper pour faire face à la crise Dans certaines régions, on assiste même à un surmécanisation non rentable.

En Limagne, on a relevé des chiffres ahu rissants : 11 moissonneuses-batteuses pou 400 hectares de moissons, ce qui est double ment non rentable, puisque la plupart d temps c'est tout seul que l'on veut s'équipe Même lorsqu'on essaiera de travailler ave d'autres, ce sera encore avec des cultivateur d'un certain milieu.

En Haute-Normandie, dans une région o la moyenne d'hectares des exploitations est d 20, les participants de 11 C. E. T. A. cultiven des exploitations de 30 à 200 hectares.

On pourrait dire que cette forme de travai en commun, qui rend la vie à certaines régions peut devenir dans d'autres une nouvelle form d'individualisme collectif.

Dans ce milieu, où tout devient facile ave de la considération et de l'argent, les meilleurs pratiquants deviennent arrivistes sou des dehors de patrons sociaux.

Là, le travail des filles est très différent selon la mentalité de la famille. Il va depui une utilisation aussi totale que possible de jeunes dans les exploitations qui ne tournen plus, jusqu'à mettre les filles en pension dè 11 ans, et même avant, en permettant, si elle le peuvent, qu'elles aillent jusqu'au bachot, e même continuent des études après.

Sur 18 jeunes de 15 à 16 ans, rencontrées e stage, 13 travaillaient régulièrement dehor dans des fermes viables et, comme travail allaient épandre du fumier, faire tout le tra vail des betteraves à sucre, ainsi que la mois son et la fenaison.

B) Influences qui jouent sur le milieu artisan et commerçant

Comme l'agriculture, le monde artisan e commerçant dans le milieu rural se transform rapidement.

Pour les artisans :

Les grosses industries, la facilité des trans ports amènent au village, dans les foires, de produits qui, petit à petit, font mourir cer taines professions : bourrelier, menuisie maréchal-ferrant ; la couture est aussi, dan de nombreuses régions, un métier qui n'es plus rentable.

Une couturière, dans un bourg, fait paye 1 500 francs de façon pour une robe, ce q suppose que la cliente paie en plus le tissu e les fournitures. Dans le même bourg, on trouv des robes toutes faites pour 2 000 francs.

En 1946, une enquête faite dans *Jeun Rurale* nous prouve que l'artisanat était enco un métier qui attirait les jeunes ; en 195 c'est un secteur totalement bouché.

Pour le commerce :

Les charges fiscales trop lourdes, les grosses entreprises qui se décentralisent de plus en plus mettent les petits commerçants ruraux dans une situation très difficile.

Cette situation entraîne une concurrence sans pitié entre ceux qui restent et le départ d'un grand nombre vers la ville.

On constate cependant que ce sont les garçons, plus que les filles, qui partent prendre un métier tôt, alors que les filles restent à faire un travail très astreignant, touchant à tout, mais qui ne les forme en rien pour l'avenir, puisqu'elles ont huit chances sur dix de ne pouvoir rester.

Dans le Midi, une fille de 25 ans a travaillé jusqu'à maintenant dans la boucherie de son père ; elle faisait du ménage et tout le travail de la maison.

Son frère se marie, une belle-sœur arrive. Elle doit partir.

Que peut-elle faire ?

c) Influences qui jouent dans le milieu ouvrier

Quand nous parlons des ouvrières, nous pouvons distinguer aussitôt :

— les ouvrières agricoles et les employées de maison ;

— les ouvrières rurales en usine.

Voyons *ce qui leur est commun* dans leurs conditions de vie :

L'insécurité :

Dans l'emploi, l'une comme l'autre est à la merci d'une faute professionnelle, d'un changement de situation qui motive brutalement son renvoi.

« Depuis trois semaines, nous ne faisons que trois jours par semaine, et encore quelquefois deux et demi. A l'usine, par le fait du chômage partiel, l'ambiance change, chacun est inquiet, on critique les patrons, on se jalouse. »

Dans la même région, on nous écrit :

« Cela ne va plus depuis deux mois et demi, 200 ouvrières sont en chômage complet ; la semaine dernière une liste est passée où sont licenciées définitivement 30 ouvrières. »

Dans le salaire :

— Dans le Centre, une journalière, sans assurances, nourrie le midi, est payée 200 francs par jour (courant).

— Dans l'Yonne, une journalière, 22 ans, travail extérieur, non logée, 80 francs de l'heure.

Dans les lois,

dont on dit, en principe, qu'elles protègent le travailleur ; en fait, ces lois peuvent presque toujours être contournées.

« Dans une région d'industrie textile, fournissant du travail à une majorité de rurales, on fait travailler des jeunes de 14 et 15 ans pour faire les 3 × 8, alors que la loi l'interdit. L'une d'elles, voulant réclamer après être tombée malade, s'entend répondre : « Si vous n'êtes pas contente, d'autres seront ravies de prendre votre place. »

L'isolement des ouvrières et la peur de perdre sa place font qu'il n'existe pas de Comité d'entreprise dans l'usine.

La dépendance :

Dans le travail, lorsqu'on connaît le travail que fournissent certaines agricoles, on peut difficilement dire que l'ouvrière est plus dépendante. Mais cette dépendance existe pour elles très certainement sur le plan moral :

Irène a 17 ans, elle est d'une famille ouvrière très pauvre. Elle est placée depuis un an et demi dans un commerce. Elle ne connaît pas les jeunes du village. Le dimanche, elle sert au café, raccommode son linge et se repose. Quelques filles sont venues l'inviter plusieurs fois. Sa patronne, très aimable, répond toujours qu'elle va en faire part à Irène. Jamais elle ne vient. Pourtant, sa patronne est très bonne et croit tout faire pour elle. Elle dit à qui veut l'entendre qu'elle veille sur elle pour qu'elle ne devienne pas comme le reste de la famille, où elle ne retourne jamais. Et Irène, apparemment, est heureuse. Elle ne sent plus du tout ce qui lui manque pour s'épanouir.

Irresponsabilité :

Voyons ce qui est particulier à chacune de ces catégories :

Ouvrières d'usine. — Dans certaines régions, les *déplacements* pour aller au travail sont de plus en plus longs (parfois 40 kilomètres matin et soir, ce qui suppose le départ vers 5 h. 30 et le retour vers 20 heures).

Impression d'être entre deux milieux. — Entre un milieu urbain qui se méfie à cause de la non participation de la grande majorité rurale aux revendications et d'un surcroît de main-d'œuvre qui vient encombrer le marché du travail.

Entre un milieu rural qui ne veut pas comprendre les causes de départ que nous avons dénoncées plus haut.

Ouvrières agricoles, employées de maison. — La dépendance, là, se double de la cohabitation chez les patrons, pour beaucoup. De l'obéissance forcée à une patronne dont il faut suivre les méthodes de travail, et souvent l'humeur.

Cette dépendance pour certaines subsistera jusque dans l'âge adulte, puisque, dans certaines régions, les maisons ouvrières appartiennent au patron et sont liées au contrat de travail, et parfois à un certain travail fixé au préalable pour la femme.

Après avoir entrevu les causes profondes qui marquent et influencent profondément la vie de chaque catégorie, essayons de comprendre quelles sont nos réactions de jeunes devant cette situation.

Faits donnés par une responsable jociste de l'Est :

La déléguée du Comité d'entreprise parle devant un groupe des derniers entretiens qu'elle vient d'avoir au Comité. Deux jeunes rurales entrent et rient ; on leur demande pourquoi elles ne s'intéressent pas à cette question. Elles répondent : « Nous ne sommes pas de la ville, nous ne faisons pas de politique... »

Ailleurs : on faisait la quête dans l'usine pour des grévistes employés dans l'industrie

chimique, les rurales faisaient clan et n'y ont pas participé.

Bien entendu, toutes ne sont pas ainsi, il y a des exceptions, mais il est très difficile de faire réagir les rurales en accord avec les jeunes de la ville.

II. -- Nos réactions de jeunes dans ce milieu

A) Jeunes devant le choix du métier et devant l'avenir.

B) Jeunes devant l'enseignement et la culture.

C) Jeunes devant la mentalité adulte.

D) Evolution de la foi des jeunes.

A) Jeunes devant le choix du métier et devant l'avenir.

Dans chaque catégorie dont nous venons d'analyser les tendances, nous retrouvons deux situations de jeunes avec tous les états intermédiaires :

— Celles qui sont restées dans l'exploitation agricole, commerçante, ou qui ont travaillé dès 14 ans au dehors ;

— Celles auxquelles les parents, au prix de gros sacrifices souvent, ont permis de choisir et de se former.

Dans une situation ou une autre, les jeunes se retrouveront très vite devant l'un des problèmes suivants, qu'il leur faudra résoudre avec l'expérience acquise pendant ces quelques années, dites d'apprentissage.

1. *Leur installation de jeunes foyers* qui va poser des problèmes de crédit pour s'installer, ou d'avance, de garantie pour pouvoir emprunter, et ensuite de travail double pour pouvoir rendre et suppléer à l'impossibilté de se moderniser.

(Promesses : on ne vit pas d'amour et d'eau fraîche.)

Problèmes de cohabitation avec des parents, pour d'autres.

2. *L'effondrement économique de certaines régions* qui devront s'adapter très vite à autre chose : la viticulture du Midi.

Effondrement économique de certains métiers pour lesquels les jeunes s'étaient préparées : couture... Causes qui leur demandent parfois radicalement de partir.

De 1946 à 1954, 250 000 exploitants agricoles ont abandonné leur métier pour aller vers la ville, ce qui fait avec leur famille une moyenne de un million de personnes.

De grand courants de départs se font sentir d'une région à une autre, puisqu'ils ont donné lieu à la création de Comités d'immigration dans les départements (Nord, Somme, Manche...) et de Comités d'accueil dans les départements recevants (Seine-et-Marne, Centre...).

3. *Problèmes des aînées* qui ne sont pas mariées, dont la situation est encore plus compliquée lorsqu'elles sont restées à la maison pour faire un travail indéfini et sans qualification.

Parmi tant d'autres, une jeune du Sud-Est nous dit :

« Nous cultivons 8 hectares dans une région de montagnes, cela nous permet de nourrir 30 têtes de moutons. Nous n'arrivons plus à vivre. Quand mon père est mort, l'an dernier nous avons dû emprunter 100 000 francs pour régler les frais de succession. Nous n'avons pas réussi à les rembourser.

J'ai cherché à partir, mais cela oblige mon frère à abandonner la ferme. Il a lui aussi cherché à partir dans les industries locales. Partout, on répond que l'on a de moins en moins besoin de main-d'œuvre. J'ai 25 ans... »

B) Jeunes devant l'enseignement et la culture

Nous avons découvert quelles causes contribuaient à notre manque de formation. Voici cependant quelques chiffres qui nous parleront encore mieux.

— Dans les statistiques les plus récentes on relève que 10 filles sur 100 sont touchées, en milieu rural, par la formation professionnelle. Cette formation varie encore au point de vue valeur, selon la région et le mode d'enseignement.

— Les enquêtes de 1953-1954 nous ont révélé qu'un nombre important de jeunes vont dans l'enseignement secondaire quelques années (classes de sixième, cinquième, quatrième) puis repartent ensuite. Même problème pour celles qui pensent avoir un métier en passant au C. C., après l'obtention du B. E. O. C.

— Enfin, voici la proportion de fils ou filles de ruraux que l'on retrouve à l'Université et dans les grandes Ecoles : pour 1 000 étudiants 47 sont fils d'agriculteurs et 7 sont fils d'ouvriers agricoles...

En plus de tous ces chiffres, chacune d'entre nous, comme tous les jeunes que nous connaissons, ressent vivement la carence de l'enseignement que nous avons reçu.

1. *Carence dès l'école primaire* qui, à part de rares exceptions et pour des causes très diverses, ne nous donne pas l'esprit de recherche, d'observation, l'habitude de réfléchir personnellement à partir de notre vie rurale qui ne nous met pas en route vers *une vraie culture humaine.*

Les loisirs que nous prenons dans nos temps libres, à cause de cela et de l'emprise des loisirs tout faits et faciles, ne contribuent absolument pas non plus à nous orienter dans ce sens.

2. *Carence dans notre formation professionnelle insuffisante* et pas assez scientifique (de base), ni adaptée à nos régions pour nous permettre de suivre l'évolution actuelle.

— On nous apprend encore qu'il faut laver le pis des vaches, alors que nous devrions être à même de calculer le nombre d'unités fourragères qui seront nécessaires à la nourriture de notre bétail.

L'absence de statut régissant la formation professionnelle agricole a permis à toutes les formes d'enseignement de se développer. Si dans certains cas cela a donné lieu à d'heureuses initiatives, dans l'ensemble on peut dire que c'est catastrophique, puisque, par cette absence de législation, tout contrôle est impossible, qu'aucune coordination n'existe et que l'adaptation aux besoins nouveaux es

laissée à la bonne volonté de chaque organisme.

Ainsi nous voyons, en particulier pour l'enseignement ménager agricole, une valeur d'enseignement qui va de l'ouvroir apprenant la broderie, la coupe, la couture, baptisé pour des raisons financières « Centre d'apprentissage », jusqu'à l'école la mieux installée techniquement dans des régions très pauvres qui, au lieu d'être une formation, est un élément de plus pour donner aux jeunes l'envie de laisser leur pays sans essayer de s'adapter, en passant par toutes les autres formes mieux adaptées.

— Il est pénible aussi de constater qu'une foule de jeunes préparent des C. A. P. qui ne leur donnent aucune compétence de base pour des métiers qui sont complètement encombrés. Manque d'information générale dans ce domaine.

C) Jeunes devant la mentalité adulte.

On ne nous fait pas confiance parce que nous sommes *jeunes*. Tant que nous sommes totalement de l'avis de nos parents ou des gens qui travaillent avec nous, « nous sommes l'espoir, l'avenir », mais dès que nous nous mêlons d'avoir un avis personnel, « attention au scandale, il faut nous mater, car nous allons être des révolutionnaires et faire des sottises ».

Ce manque de confiance est encore accru parce que nous sommes des filles.

La suite logique de cette attitude se retrouve dans des situations nombreuses :

— Dans beaucoup de cas, nous n'avons aucun avis à donner.

« Je viens de me fiancer. Pour moi, ce fut comme une bombe, nos familles se connaissaient et elles avaient tout arrangé. »

« Je viens d'être demandée en mariage. Papa, très réaliste, pense que ce serait bien, il a une ferme... »

— Comme nous l'avons vu, pas ou peu ont la possibilité de donner un avis dans le choix de notre métier.

— Aucune responsabilité enfin dans notre travail.

— Le plus beau, c'est que l'on parle et que l'on s'occupe beaucoup de nous. Nous n'en voulons preuve que l'expérience de M. Moynet, dans le ministère Mendès-France. Le préposé à l'espérance nous a, à plusieurs reprises, prouvé comment il voyait la jeunesse : non pas en regardant en face ses difficultés, mais en essayant de la galvaniser par des héros comme Maurice Hertzog et en organisant pour elle des voyages coûtant 300 000 francs par tête pour aller découvrir toute l'action créatrice de la France dans les colonies (quelle ironie !).

Comment réagissons-nous devant cette attitude ?

— Il y a celles d'entre nous qui, perpétuellement écrasées et fatiguées par leur travail, ne réagissent plus.

— Celles qui, dans la même situation, se révoltent soudain et découvrent que leur route est sans issue.

— Celles qui réagissent en partant et passent au-dessus des critiques qui ne tardent pas à monter.

— Enfin, il y a la majorité d'entre nous qui, avec un travail dur ou facile, *attendent, attendent* et vivent en dehors de leur vie quotidienne à la recherche d'un mari ou uniquement préoccupées de se rapprocher d'un certain type de femme bourgeoise qui nous a été proposé, du jour où l'on a commencé à dénoncer le travail trop dur de la femme rurale.

Cet « idéal féminin » nous est proposé par des gens qui n'ont jamais étudié de près les conditions de vie des ruraux et le rôle si complet qu'une femme pourrait y jouer.

Cet idéal est encore renforcé dans notre esprit par le cinéma, la radio, les magazines dits « féminins ».

Enfin, nous constatons certainement à cause de cela une absence totale d'intérêt pour tout ce qui dépasse un peu notre cadre habituel.

« On attend que les autres nous entraînent. »

Que ce soit les autres qui choisissent les institutions, comme l'école personnifiée par l'instituteur, l'Eglise par M. le curé, et même, parfois, le Mouvement, sans que nous soyons vraiment engagées.

D) Évolution de la foi.

De même que le comportement extérieur des jeunes se transforme, la foi des jeunes évolue.

La science et la technique influencent de plus en plus notre travail, toute notre vie. Cette influence transforme notre mentalité peu à peu, sans que nous en prenions conscience.

De même que le paysan ne se contente plus de regarder pousser ses champs, les hommes n'attendent plus tout de Dieu.

Les moyens de transport qui permettent aux jeunes de sortir le dimanche font craquer l'horizon restreint du cadre paroissial. Les moyens de transport nous permettent aussi de rencontrer plus habituellement d'autres milieux moins traditionalistes. De ces contacts, même dans des régions très chrétiennes, nous acquérons une certaine franchise que d'autres appellent « cynisme ». Il n'est pas rare d'entendre un jeune dire : « La religion, cela ne me fait rien, je n'y crois plus ! »

De là à ne plus pratiquer, en toute logique, il n'y a qu'un pas.

Le pharisaïsme des adultes trouble beaucoup les jeunes, et nous pouvons affirmer qu'en particulier, pour ceux de milieux ouvriers, c'est une des causes graves de rupture avec l'Eglise.

Le niveau de l'âge catéchistique est, pour la majorité des jeunes, le seul bagage qu'ils auront pour la vie. Leur religion n'a jamais été repensée depuis cet âge et ressemble un peu à un manteau trop étroit que l'on continue de porter indéfiniment. Comme le manteau qui finit par craquer, des lambeaux subsistent par endroits.

C'est ainsi que les jeunes font une séparation totale entre leur vie de travail et leur foi, et, par ailleurs, feront des prières très dévotes dans les coups durs.

« J'ai fait une neuvaine pour que Pierre me revienne. »

A partir du moment où la religion n'est plus une rénovation de toute notre vie, il faudra tranquilliser sa conscience :

« J'ai fait mes pâques, j'en ai pour un an ! »

Ou encore se méfier d'un Dieu jaloux et tracassier qui permet certaines choses, en défend d'autres.

« Puis-je embrasser Jean, est-ce une faute ? »

Dans la vie morale des jeunes, cet abandon se répercute gravement.

Germaine, du Midi, cesse peu à peu toute pratique. Actuellement, elle s'amuse avec des garçons et recherche systématiquement dans l'histoire de l'Eglise tout ce qui peut lui prouver que l'Eglise est une fille.

III. -- *Tous les jeunes du monde sont placés, à notre époque, devant des problèmes qui varient d'une nation à une autre, d'une région, même d'un village à un autre*

Cependant, nous avons tous à répondre, à prendre nos responsabilités devant des questions que nous ne pouvons pas ignorer en 1955, telles que :

— Une civilisation technique qui croupit à pas de géant.

— Le monde qui se rétrécit et s'uniformise grâce aux relations de plus en plus grandes entre les peuples.

— Le fait politique s'impose à la conscience de chaque jeune.

1. Une civilisation technique.

Cent cinquante ans seulement, c'est-à-dire trois générations, nous séparent de Napoléon. Et, dans cette courte période, sont apparus : la bicyclette, l'auto, le moteur, le tracteur, le chemin de fer, la lumière, la radio, le cinéma, la télévision, l'avion, le téléphone, la désintégration de l'atome. Nous rions parfois de l'an 2 000, mais que sera-t-il ?

Déjà on parle de culture accélérée qui risque de bouleverser totalement l'agriculture du monde. Le 29 décembre, le professeur Arnon reproduisait le miracle de la photosynthèse en Californie. Miracle qui permettra de produire des aliments à partir de l'eau, du calcaire, de l'air, en démultipliant la force solaire.

Devant cette nouvelle civilisation technique, quelle sera l'attitude du jeune Américain, du jeune Russe qui, par les efforts de leur pays, peuvent se servir au maximum de toutes ces techniques? Quelle est notre réaction de jeunes Français ?

Nous nous sentons, malgré toutes ces découvertes, dans un pays vieux qui ne mise pas sur l'avenir. Il n'y a pas de crédits pour les transformations à long terme, les problèmes sont résolus à la petite semaine.

Regardons autour de nous :

— Le problème du logement qui a fait couler tant d'encre ne se résout ni en ville ni en campagne, où, dans certaines régions, il est aussi urgent. Une enquête récente du ministère de la Reconstruction dénonce 200 000 taudis en milieu rural contre 280 000 en urbain.

— Une Education nationale qui refuse d'évoluer dans sa structure, dans son enseignement, qui, par un système de diplômes basés sur des matières dépassées, élimine et rejette dans la passivité une masse de jeunes chaque année.

L'Education nationale donc, si rien n'est changé, refusera en 1958-1959, c'est-à-dire dans trois ans, 150 000 élèves pour l'enseignement technique, faute de maîtres et de locaux.

Enfin, une formation professionnelle agricole qui, en 1953, recevait 1 milliard 290 000 francs, à côté de 27 milliards 260 000 francs versés à l'enseignement technique, ce qui est de beaucoup insuffisant. Ce qui fait vingt-cinq fois moins pour l'enseignement agricole.

Cependant, les jeunes s'intéressent à la technique ; nous n'en voulons pour preuve que le succès croissant des Salons de la machine agricole, de l'auto, des arts ménagers.

2. Un monde qui peu à peu se rétrécit.

Par les moyens de communications modernes, les relations entre les peuples s'intensifient chaque jour. Et même, si le monde se divise en deux blocs, U. S. A.-U. R. S. S., n'importe quel jeune de n'importe quel point du monde est placé devant le problème suivant : deux tiers de l'humanité sont sous-alimentés, et peu à peu en prennent conscience.

L'enquête mondiale sur l'alimentation, dont les résultats ont été publiés en 1946 par la F. A. O., a révélé que : « Pratiquement, les deux tiers de la population du globe ont un niveau de vie dangereusement inférieur au minimum vital et se sacrifient littéralement pour soutenir le standard de vie des pays évolués, et surtout de l'Europe qui importe, chaque année, le tiers de son alimentation, principalement des pays sous-développés... ».

Jean-Marie Gatheron écrit dans son livre, *Servitude et grandeur paysanne :*

« Dans la plupart des pays conquis par le blanc, celui-ci s'est désintéressé de la culture qui permettait aux indigènes de vivre. Il a fait exploiter la terre en monoculture pour se procurer les matières premières ou les denrées dont on avait besoin dans les pays industrialisés, ruinant totalement le sol et partant lorsque l'exploitation n'avait plus d'intérêt. »

Les pays d'outre-mer, rapidement, grâce aux communications, à l'instruction, prennent conscience de ce que le niveau de vie de leur population a été aggravé par la subordination économique et politique aux pays industrialisés.

Ce bref aperçu nous montre déjà le nombre d'idées fausses qui trompent les esprits !... Les propagerons-nous ?

3. De plus en plus le fait politique s'impose à la conscience des jeunes.

Le mécontentement, l'esprit défaitiste des adultes que nous ressentons autour de nous, qui se complique à chaque crise gouvernementale, nous inquiète et nous rend ironiques.

Devant le programme d'action d'un député, une jeune nous écrit :

« M. X... propose depuis deux ans le même programme : je ne savais pas que la République était si stable... »

Beaucoup de jeunes sont déçus par l'attitude de non-engagement des générations qui nous précèdent. « Tout va mal, dit-on, à cause de la politique, mais on refuse dans son village d'être conseiller municipal, maire, même de prendre une place dans le syndicat. Il faut rester bien avec tout le monde, et puis, c'est à Paris que cela va mal... »

Nous retrouvons ici la cause des succès de M. Poujade, ceux de M. Dorgères dans certaines régions.

« Chacun, dans la nation, se considère comme le plus malheureux, le plus méconnu, mais personne n'est responsable. »

A cause de cette mentalité générale, que l'on peut taxer d'incivisme, une foule de jeunes, compétents, connaissant à fond leur milieu, se détournent de la vie de la nation.

Et pourtant, de toute part, notre avenir est lié au fait politique.

La politique, c'est-à-dire la gestion de l'ensemble, le choix à faire pour répondre au mieux aux besoins de tous. Un foyer mène une certaine politique en ce sens qu'il amène ses membres à choisir pour satisfaire les différents besoins de la famille (besoins matériels, culturels ou spirituels). La famille essaie de faire l'équilibre de son budget et de l'ordre des valeurs des différents besoins pour les satisfaire par priorité, comme elle fait ou devrait faire participer les uns et les autres aux différentes décisions qui doivent être prises. De même une nation fait des choix dans l'intérêt de tous ses membres, et par le jeu parlementaire de la représentation, chaque citoyen est responsable.

Un seul exemple nous le prouve :

Le vote du statut de l'apprentissage agricole, en dégageant largement des crédits, en faisant collaborer officiellement des organismes d'éducation et des techniciens, donnerait vie à une formation des jeunes valable, mais il est retardé de mois en mois, uniquement à cause des pressions politiques divergentes.

Nous comprenons que toutes les questions que nous avons soulevées plus haut sont liées très étroitement, et ne trouveront des éléments de solution que si une masse de jeunes est consciente des problèmes qui se posent et se sent responsable, non pas seulement en esprit, mais jusque dans la politique.

IV. — *Perspectives d'avenir*

Après avoir brossé à grands traits une situation actuelle de la jeunesse rurale, après avoir resitué cette situation dans des perspectives plus larges, il nous faut tirer quelques grandes lignes d'orientation, dont nous devrons tenir compte dans l'éducation que le Mouvement se propose de faire :

1. Permettre aux femmes de tenir leur vraie place.

2. Possibilité pour le plus grand nombre d'acquérir une culture large.

3. Efforts communautaires dans le travail et dans toute la vie.

4. Place de la jeunesse dans la nation.

5. Engagement chrétien dans cette situation concrète.

***

Sous chaque point, nous essaierons de découvrir :

a) Ce qui ne dépend pas uniquement de nous, mais qui doit nous soucier.

b) Ce qui se réalise de positif autour de nous.

c) Ce que nous faisons et pouvons dès aujourd'hui.

1. Permettre aux femmes de tenir leur vraie place.

Pour illustrer cette question, nous ne prendrons que deux exemples :

— Celui d'une jeune femme, exploitante agricole dans le Midi,

— et celui d'une jeune fille, fille d'exploitants agricoles dans le Nord.

Mme X... s'intéresse à toutes les revues et fait l'effort de lire les journaux qui arrivent à la maison. Elle peut ainsi discuter de tout avec son mari au sujet de l'exploitation, elle est au courant.

Elle tient la comptabilité. Souvent, elle fait des expériences à partir de ses observations. Ainsi, elle avait observé que son mari mettait un temps fou à charrier du fumier, elle compte et découvre qu'il passe quarante-huit journées de huit heures rien qu'à ce travail. A partir de cette observation, ils décident, avec deux voisins, d'acheter un tracteur.

Ce tracteur acheté, en faisant les comptes, elle découvre que la consommation d'essence est énorme. Son mari réfléchit et découvre que c'est la répartition du fumier en tas dans les champs qui augmente la consommation. Ils décident de mettre trois charrettes en service. La dépense est réduite de moitié.

Avec son mari, elle est inquiète de l'éducation de ses enfants et de ceux du village. Ils forment au village une Association de parents.

Cette Association décide l'ouverture d'un Centre de formation professionnelle (quinze jours pendant les mois d'hiver par enfant, quinze jours les garçons, quinze jours les filles).

Un projet de machine à laver en commun vient d'être mis sur pied.

Avec son mari, elle se sent responsable de l'ensemble.

***

« Comment je vois ma place dans l'exploitation : travail de l'intérieur, laiterie, ménage.

Nous avons davantage la responsabilité de ce travail, et nous pouvons discuter avec nos parents si on voit quelque chose à améliorer.

Travaux de l'extérieur : je fais ce que papa me commande, bien sûr, mais je discute avec lui, aussi je vois la possibilité d'améliorer notre façon de travailler.

Je m'intéresse aussi à l'ensemble de l'exploitation, à la marche du travail, et quelquefois nous en discutons à la maison.

Il nous est arrivé aussi de discuter sur les machines que nous pourrions acheter : tracteur, etc.

Pour les vaches et les veaux, ça nous regarde peut-être encore plus. Effort pour arriver à faire le *contrôle laitier.* »

Chacune à sa place, l'une en tant que jeune, l'autre en tant que femme d'exploitant ont-elles outrepassé leur devoir ou leur responsabilité ?

2. Possibilité pour un plus grand nombre d'acquérir une culture large.

Ce qui ne dépend pas uniquement de nous :

Une réforme de l'enseignement qui permette une formation de base plus solide et moins livresque permettant de nous adapter au fur et à mesure des besoins. Une formation professionnelle valable et la possibilité effective d'aller en Université si nous en sommes capable.

Ce qui dépend de nous déjà :

Nous pouvons intensifier dès maintenant tout ce qui nous permet de communiquer avec les autres, de comparer, d'échanger.

— Les voyages, sous toutes leurs formes, à travers la France, à l'étranger.

— Les stages de jeunes en France et à l'étranger. Cela nous sera d'autant plus facile que des accords vont être passés très prochainement entre la France et l'Allemagne, et la France et l'Autriche, dans le cadre de nos trois Mouvements.

— Les stages de culture générale que nous pouvons lancer de plus en plus pour les jeunes de 15 à 16 ans. Dès cet âge, il est possible et souhaitable de les aider à trouver une méthode d'observation, de réflexion, à partir de leur vie de travail, les amenant dès maintenant à tranformer et à réagir dans leur milieu.

Nous pouvons aussi poursuivre le dialogue avec d'autres catégories sociales, avec d'autres milieux.

Ce qui existe déjà :

Autour de nous, la mentalité qui favorise le départ, les voyages des jeunes, se crée déjà :

80 pour 100 des théâtres organisés dans nos villages ont pour but un voyage.

Le succès du C. V. J. R. nous prouve que cette mentalité progresse.

Tous les efforts qui sont faits pour rendre les jeunes actives devant le cinéma, la radio. On parle de téléclubs, et une session télévision se monte dans la région Nord.

3. Effort communautaire dans le travail et dans toute notre vie.

En dressant un bilan de la situation des jeunes, en regardant le monde qui nous entoure, les événements, nous comprenons que nous ne pouvons pas vivre seul, réussir seul. Non seulement à cause de la situation présente, mais parce que notre charité doit s'incarner pour être vraie.

Toute une mentalité, toute une structure va à l'encontre de nos efforts.

Encore un fait récent : une réduction de 12 % a été accordée sur l'achat des machines agricoles. Cette réduction servira encore à ceux qui voient l'usage de la machine possible. Cette décision aurait eu plus de poids si elle avait avantagé un peu plus ceux qui, se groupant auraient utilisé ces machines encore mieux.

Ce qui dépend de nous :

Continuer nos efforts de travail par catégories sociales qui nous forcent à préciser nos besoins réels, car c'est une des premières conditions pour travailler valablement ensemble.

Le travail d'équipe à tous les échelons nous amène à penser, à chercher, en tenant compte des autres.

Les clubs d'échanges qui se lancent nous amènent dès maintenant à collaborer dans notre travail avec les autres jeunes, à transformer notre façon de faire à cause des autres.

Ce qui existe :

Timidement, avec beaucoup de lenteur, des efforts communautaires se dessinent autour de nous.

Que ce soient les C. E. T. A., les S. E. M. A., les zones-témoins, les villages-témoins.

Que ce soit un effort original, comme celui qui se réalise actuellement dans les Alpes :

Un syndicat intercommunal achète un jour un tracteur pour déneiger les chemins de campagne qui sont toujours déneigés après les grandes routes, ce qui cause un retard considérable dans le ramassage du lait. L'été, le tracteur ne servant pas a été proposé aux cultivateurs qui voulaient s'en servir. Puis, peu à peu, ils ont acheté un pick-up, une arracheuse de pommes de terre, un motoculteur. Ces machines sont louées à l'heure, sans bénéfice pour le Syndicat et mises à la libre disposition des gens.

Enfin un effort beaucoup plus vaste, comme celui des Ententes et Communautés rurales. Léon Dubois, président de l'Union, explique sa raison d'être :

« Bien sûr, nous savons qu'il faut augmenter la production, rationaliser nos exploitations. Mais nous refusons de produire pour produire, et nous pensons même qu'il ne faut pas seulement produire pour gagner. Nous voulons produire pour faire vivre décemment nos familles et toutes celles qui, en France et dans le monde, attendent de notre travail le pain quotidien. »

4. Place de la jeunesse dans la nation.

Ce qui ne dépend pas uniquement de nous :

Une vague d'intérêt se fait sentir pour la jeunesse qui se traduit par de nombreux articles de journaux, même un numéro spécial d'une revue, *La Nef,* se consacre à ce problème, sous le titre de « Jeunesse, qui es-tu ? (écrit par un grand nombre de gens, sauf par des jeunes).

Certains même posent très bien le problème :

« En se groupant, les jeunes ne cherchent-ils pas à explorer un monde que l'école leur a laissé ignorer et à se définir par rapport à lui, non seulement pour ne pas être écrasés par lui, mais encore pour le modeler à leur image. » (J.-M. GATHERON.)

Ce qui dépend de nous :

Avec tous les autres Mouvements d'Action catholique, nous tenons à ce que les Commissions de travail qui devaient s'adjoindre à chaque ministère, sous le mandat de Mendès-France, soient ressuscitées. En fait, seules les Commissions de la Défense nationale, de l'Agriculture et du Travail ont fonctionné.

Nous considérons ces Commissions comme un des moyens nous permettant de nous exprimer dans la nation et déjà qui nous permettent de nous familiariser avec la chose publique, ainsi que de forcer les gens en place à penser « Jeune » avec un grand « J ».

Faire connaître nos soucis, nos efforts, dans la presse qui ne refuse pas ses colonnes, au contraire.

Ce qui se fait déjà :

Tous les efforts que nous avons faits pendant les Congrès pour contacter les organismes, les personnalités. Ceux que nous avons faits à cause des stages de productivité ou des Journées professionnelles. Ceux, enfin, que nous avons faits pour nous exprimer dans nos journaux locaux.

Avons-nous su suivre ces contacts, les prolonger, leur donner un sens ? L'exposé « Mouvement » viendra nous éclairer dans ce sens.

5. Engagement chrétien.

Devant l'irresponsabilité qui nous entoure, notre engagement doit être encore plus profond.

Ce qui ne dépend pas uniquement de nous :

Nous sommes parfois sévères pour certains engagements temporels pris ou pas par des générations de Jacistes qui nous précèdent. Comprenons-nous assez que chaque génération a et doit avoir un engagement différent, à cause des besoins qu'elle a découverts, mais aussi à cause du cheminement chrétien de chaque personne.

Nous faisons partie de l'Eglise et, souvent, nous souffrons de la lenteur de sa transformation, de nombreux membres qui, apparemment, pour nous, semblent la retarder (laïcs ou prêtres). Est-ce que cette lenteur ne nous donne pas d'une façon le sens du relatif et de l'essentiel, et notre souffrance ne compte-t-elle pour rien ?

Ce qui dépend de nous :

La réponse positive et dynamique aux responsabilités que nous acceptons dans le Mouvement.

Le souci constant de permettre à d'autres de prendre et d'assumer des responsabilités, de s'engager.

Approfondissement personnel que nous ne menons pas toujours de front avec notre engagement dans les responsabilités.

Approfondissement pour retrouver un sens aux pratiques, une confiance réelle, pour connaître mieux notre doctrine chrétienne.

Ce qui est déjà :

L'engagement de chacune ici et des militantes que nous représentons.

Des témoignages après tant d'autres :

Après une rencontre manquée, une responsable fédérale écrit :

« On a trop dit qu'il fallait faire quelque chose, on a oublié qu'être militante ce n'est pas un état, mais une ascension que l'on fait à chaque « oui » que l'on dit. Tu vois, dans le fond, voici un an j'ai beaucoup souffert, c'est cette souffrance qui m'aide. Beaucoup de circonstances m'ont aidée à me désembourgeoiser, à me dépouiller, à réfléchir.

Tout d'abord, notre vie dure, du fait que je n'ai pas de frère, et puis la fréquentation d'un garçon, petit-fils d'ouvrier agricole. Il y a deux ans, je rougissais ; maintenant, j'en suis fière. Mes parents se sont opposés durement, puis ont accepté. Cette fréquentation est pour une grande part dans ma transformation. Je n'ai plus une pensée semblable à celle de mes parents. J'entrerai dans un milieu moyen, une ferme de 30 hectares (alors que nous en cultivons 60). J'ai dû lutter pour accepter cela ; maintenant, je souffre de notre trop belle maison, de tous ces hectares, de cette mentalité familiale qui me coupe... (et puis, cela fait moins bien de ne pas épouser le président fédéral). »

Engagement dans le milieu :

Conclusion d'un stage de grande culture par les jeunes elles-mêmes.

Donner aux autres l'occasion d'être responsables.

C'est dur de penser qu'un ouvrier nous est peut-être supérieur, mais cela nous aidera mieux à ne plus regarder les autres comme inférieurs.

Ne pas croire qu'il y a des solutions toutes faites, une fois pour toutes.

J'ai découvert que notre mentalité était déjà si pleine de préjugés, de conventions.

Ainsi, je ne pouvais pas vous dire que j'étais contente du stage huit jours après, parce que ce n'était pas vrai. Il soulevait tant de problèmes auxquels je ne voyais pas de solutions. Je n'en vois guère plus, mais j'essaie de mieux faire, et à mesure que je suis amenée à discuter le stage avec aumôniers ou jeunes filles, j'en comprends mieux l'utilité. A la dernière réunion du Comité fédéral, la question ouvrière a donné lieu à une vive discussion. J'avoue que si je n'avais pas participé au stage, je n'aurai pas défendu aussi âprement la question. Grâce à cela, 15 filles de patron (j'étais au Comité la seule fille ouvrière agricole) ont découvert un peu la vie des ouvrières.

Puis nous avons constaté que dans les réunions, les Journées, les sorties, il n'y a presque pas d'ouvrières agricoles. Nous voulons en connaître les raisons, et cela suppose un travail.

Conclusions

En analysant les influences et les situations particulières de chaque catégorie, en regardant autour de nous sur un plan plus vaste, nous sommes frappées de ce que chaque orientation d'avenir suppose un *choix*.

Choix que nous aurons à faire, que nous devrons faire, car ne pas le faire correspond à faire avancer d'autres options.

Choix économique :

Produire pour gagner, s'en sortir.

Produire pour faire vivre et dépanner l'ensemble.

Choix social :

Permettre que l'homme serve d'esclave à l'homme,

Ou considérer tout homme comme une personne.

Choix politique :

Rester en dehors de la vie de la nation, irresponsable, ou

Forcer toute la nation à penser pour l'avenir.

Choix chrétien :

Aller jusqu'au bout de nos conditons.

Accepter de cheminer seul souvent.

Le mouvement de la J.A.C.F.

Face à une situation de fait qui donne au milieu rural une physionomie particulière, la J. A. C. F. a conscience d'accomplir une mission apostolique. Comme en tout mouvement de jeunesse, l'accent est mis sur l'éducation. Le rapport ci-après de la secrétaire générale, Thérèse Verdonck, fait ressortir cet aspect fondamental du mouvement :

Un quart de siècle de J. A. C. F. ! Il nous semble, à nous, que le Mouvement a un nombre d'années suffisant pour avoir marqué fortement notre époque. Cependant, la plupart des gens, des organismes, agissent délibérément ou par ignorance, comme si le Mouvement n'existait pas ou correspondait à un simple passe-temps de jeunesse.

D'autres jugent la J. A. C. F. en fonction du temps de leur jeunesse, sur ce qu'était le Mouvement à ce moment-là. Il y a parfois une certaine surprise à nous voir agir aujourd'hui de telle manière, organiser telle activité.

Pour nous, il n'y a là rien d'anormal : le Mouvement est essentiellement vie, il évolue avec notre situation de jeune fille, celle-ci est liée à une situation générale qui s'est transformée depuis vingt-cinq ans ; le rapport de ce matin n'a pas manqué de nous le rappeler.

Sans doute aurions-nous été amenées à d'autres remarques dans ce rapport « Mouvement », à une poursuite du travail différente, si la J. A. C. F. s'était développée à une autre époque, dans un contexte différent.

Elle n'a évolué que pour nous permettre de tenir notre place dans ce milieu rural en pleine transformation. Devant les transformations importantes que subit le monde rural, un adulte est désemparé ; à plus forte raison la jeune fille, elle, a besoin de se retrouver dans un Mouvement pour pouvoir agir et se préparer à agir demain en véritable adulte dont le christianisme aura grandi avec sa personnalité.

Pour nous, qui vivons l'étape présente du Mouvement, comme pour ceux qui la jugent de l'extérieur, il est indispensable d'analyser toute la réalité décrite ce matin et dans laquelle la J. A. C. F. doit s'insérer pour remplir sa mission.

L'équipe qui a participé à l'élaboration de ce rapport sent l'insuffisance de la recherche ; tant de questions sont apparues, elles fourniront pour nous toutes matière à un travail important dans l'avenir.

Nous voulons dégager ici quelques points importants et, par là, relancer surtout une recherche, un approfondissement.

Voici les principaux points de ce rapport :

I. — Le Mouvement de jeunes apparaît comme *une nécessité.*

II. — Ses caractéristiques d'*éducation.*

III. — Pour permettre cette éducation, la J. A. C. F. a besoin de *structures.*

IV. — Répondre aux besoins des jeunes exige un approfondissement de la notion de *spécialisation.*

V. — La J. A. C. F. a un droit et une mission de *représentativité* dans le pays.

Le Mouvement de jeunes apparaît comme une nécessité

I. — L'existence de la J. A. C. F. nous amène à constater que *le Mouvement de jeunes est une nécessité :*

A) Pour permettre au jeune *d'atteindre sa pleine majorité.*

B) Pour un apprentissage de la vie en société.

C) Pour permettre à cette génération de jeunes d'apporter sa part de pensée et d'action.

A) Pour permettre au jeune d'atteindre sa pleine majorité :

Il ressort que le Mouvement se greffe surtout sur notre besoin de rencontre, d'échange.

Ne se regroupe-t-on pas spontanément entre jeunes pour une veillée, une sortie ? C'est que nous avons besoin : de décider et d'organiser par nous-mêmes, d'être entre jeunes.

a) Cela correspond, en fait, à quelque chose de très riche :

— *Une recherche de notre majorité* dans ce besoin d'exister, de sentir son être, sa liberté, d'essayer de s'en servir par soi-même.

— *Une recherche des autres* (appel à la communauté), d'une société plus vaste, non plus restreinte à la famille, à l'école, au proche voisinage.

Si on étouffe cela, on tue toute une part de ce qui est vital pour l'éveil d'une personnalité, pour un enrichissement de la communauté.

Dans son organisation et ses réalisations, le Mouvement tient compte de ces éléments. Il permet que, dans sa marche progressive vers l'âge adulte, dans la conquête de sa place et de son insertion dans le monde, le jeune ne sombre pas dans l'anarchie, l'émancipation désordonnée. Il est pour lui l'occasion d'une véritable prise de responsabilité.

b) A côté de *ces éléments propres à la personne du jeune,* le Mouvement est nécessité

ussi par deux caractéristiques qui ne sont lus *propres* au jeune, mais *à notre époque.*

— Manque de personnalité (phénomène d'un nonde qui acquiert davantage le droit au resèct de la personne humaine ; on parle aussi 'émancipation féminine, de droit de la emme).

— Les conditions de la vie présente amènent e jeune à voler plus vite de ses propres ailes. l lui faut un Mouvement pour parfaire sa najorité, afin qu'il ne soit pas brisé dans son éveloppement, isolé dans un monde adulte ui ne deviendra le sien que progressivement, t ce monde dont le rapport de ce matin ous indique la complexité croissante.

Même si les enseignants, les éducateurs, la amille aident le jeune avec un grand respect e sa personnalité, font appel à sa liberté, ous comprenons par tout ce qui précède qu'il a un développement particulier que le jeune e peut atteindre que par lui-même avec 'autres jeunes dans un Mouvement.

N'est-il pas certain que pour beaucoup de eunes filles, la période de 18 ans, 20 ans, 5 ans est une période d'attente creuse, à noins que ce soit une période d'opposition, de ouffrance, de révolte stérile. Trop souvent, la eune fille se trouve placée, par les circonsances, dans la vie adulte, sans avoir mûri, oulu, préparé cette place, sans l'avoir choisie vec les éléments nécessaires pour la faire ienne.

Ainsi, le Mouvement de jeunes est devenu le omplément nécessaire de l'école, de la famille, vant l'entrée dans la vie adulte.

Cette analyse nous semble nécessaire pour ue le Mouvement ne soit jamais une évasion, ne déviation (comme certaines militantes ui disent : « La J. A. C. F., ça change des ifficultés de la vie ! »).

B) Pour un apprentissage de la vie en société.

Cette accession à une majorité comporte ussi un autre apport du Mouvement : *l'apprentissage de la vie en société :*

Il faut considérer un point essentiel de notre poque : une *interdépendance* plus grande sur ous les plans : culture, loisirs, économique. rrêtons-nous un instant à l'interdépendance conomique. La petite unité économique, omme cette exploitation agricole qui autreois se suffisait à elle-même (nourrissait, ogeait, habillait ceux qui y travaillaient), est érimée aujourd'hui, elle se tranforme et c'est ouvent pour devenir plus dépendante de tout n ensemble.

Par ailleurs, les gens doivent *se spécialiser* lavantage dans une technique donnée et, par à, risquent de se cantonner et de ne plus voir 'ensemble dont ils dépendent.

A cause de cette interdépendance de plus n plus grande, et en même temps de ce isque de cloisonnement, il devient de plus en lus nécessaire de chercher et penser avec l'autres ce qui est à faire.

Le groupe prend ainsi plus de place, devient lus efficace que des personnes isolées ; *'homme isolé se sent perdu, c'est aussi ce que essent le jeune.*

En face de cela, il ne suffit pas d'éclairer le jeune sur cette transformation de la société, de l'exhorter à tenir compte des autres. Il faut un Mouvement qui lui permette de découvrir lui-même, par l'exercice de l'observation, de la réflexion en commun, cette interdépendance des problèmes. Il lui faut un Mouvement national qui, à ses divers échelons, permet de saisir différentes dimensions des problèmes (et non de façon limitée, restreinte).

Ainsi, par la J. A. C. F., nous arrivons :

— à vérifier, constater concrètement cette interdépendance ;

— à découvrir les dimensions de notre petite tâche, les dangers de l'isolement, de l'étroitesse d'esprit ;

— à saisir la place et l'importance de l'action du groupe.

Du fait des exigences plus grandes pour notre vie de chrétiennes, nous apprenons à faire une société selon la charité :

Ne pas décider seules, mais avec les autres (s'il s'agit d'une action au service des autres, il s'agit surtout d'une action en liaison avec eux, nous avons trop souvent une action encore paternaliste).

Ne pas décider isolément sa petite solution sans en voir les limites, les répercussions sur la vie des autres.

Nous découvrons que d'autres ont un avis différent, qu'il faut compter avec eux, tenir compte de leur opinion.

Par exemple : agir dans un club d'échanges professionnels, c'est avoir toujours les autres en face de soi, ne pas décider personnellement ce qui peut les entraver, mais décider avec eux ce qui est le bien de tous.

Pour nous, il y a une notion de service qui s'élargit jusqu'à la charité efficace, adaptée à l'époque présente.

C) Pour permettre à cette génération de jeunes d'apporter sa part de pensée et d'action.

C'est encore le rapport de ce matin qui nous rappelait que la période de notre vie de jeunes ne compte pas aux yeux des aînés, que pour eux nous n'aurons notre utilité que plus tard, lorsque nous serons aussi fixées dans la vie adulte.

Nous voyons aussi le fait que les adultes préparent, pensent pour nous une vie future sans nous y faire participer maintenant (ceci se reconnaît dans de simples faits quotidiens, jusqu'à celui de la stagnation des Commissions Jeunesse des ministères). Nous en souffrons d'autant plus que cette situation fait des jeunes passifs, peu entreprenants, ne sachant pas dégager leur propre pensée, ne considérant pas même parfois qu'ils peuvent penser, vouloir quelque chose par eux-mêmes, qui attendent tout des événements extérieurs ou des instances supérieures.

Inutile d'insister sur le fait que « se sentir inutile », « ne compter pour rien » est mauvais, tant pour la personne qui prend l'habitude de voir le monde avancer sans qu'elle ait à intervenir, que pour la société qui ne bénéficie pas de ce que peut lui apporter cette personne.

A 20 ans, on ne prépare valablement son

avenir qu'en apportant déjà sa marque, ses richesses à la communauté. Et cela, on le peut. Ne voit-on pas souvent la transformation d'une exploitation quand la jeune fille a une responsabilité suffisante, qu'elle sait qu'on attend vraiment d'elle quelque chose. Un club n'est-il pas déjà un courant de progrès dans un village ?

Ainsi, le Mouvement est une école de responsabilités, de vie qui permet tout un apport à la société. Il n'est pas en marge de la société.

Par ailleurs, la jeune fille, le jeune homme vivent leurs problèmes ; ils peuvent donc les connaître, en étudier les solutions. L'adulte, lui, les voit dans une perspective différente parce qu'il ne les vit pas ; il envisagera aussi des solutions différentes. Si une certaine découverte des problèmes n'est pas apportée par les jeunes eux-mêmes, on comprend qu'il y ait malaise, que les solutions ne cadrent pas.

Un tel apport ne peut se faire par le jeune isolé, ni par des jeunes réunis dans une espèce de société de jeunes, conduite par des adultes ; il se fera par une rencontre de jeunes, dans un mouvement, aux dimensions nationales, conduit par eux. Tout ce travail aura sa valeur pour la société, si c'est un ensemble de jeunes qui l'apporte, s'il y a mouvement.

Nous nous expliquerons mieux toute cette partie tout à l'heure quand nous nous arrêterons aux caractéristiques d'une éducation par la J. A. C. F.

***

Avant de terminer cette première partie, nous voulons souligner un point important : la mission délicate et particulière de la J. A. C. F. d'élever les jeunes filles du milieu rural à leur place de femme et de chrétienne, dans cette recherche d'un monde plus humain.

C'est une tâche difficile, disions-nous, car dans ce monde de plus en plus complexe que nous évoquait Françoise, n'avons-nous pas l'impression d'y être les plus désemparées ?

C'est sûr que dans ce monde marqué d'une interdépendance plus grande sur tous les plans, la jeune fille est demeurée plus isolée que l'homme, plus écartée, moins associée. Dans ce monde cherchant à apporter plus de respect, plus de possibilités à la personne humaine, la jeune fille rurale reste, hélas ! souvent sans moyens de se tailler la personnalité nécessaire aujourd'hui.

Et nous sentons que ce monde a bien des déficiences, nous en éprouvons d'autant plus le besoin d'y jouer un rôle, nous avons même la conviction que c'est un devoir.

Mais notre champ de travail et de préparation n'a pas pris la dimension de tant de besoins nouveaux créés par un monde technique. Il faut des assistantes sociales, des aides familiales, des monitrices d'enseignement ménager, mais il reste des aspirations nouvelles profondes de la jeunesse féminine et des besoins de notre époque qui ne sont pas comblés.

Combien de gens examinant les causes de l'exode rural les ont attribuées aux jeunes filles. Qui d'entre nous n'a pas entendu ces phrases :

« La jeune fille refuse de rester à l'explo tation agricole, elle veut aller en ville..., c'e parce qu'elle cherche une vie facile », dit-o

En fait, nous ne recherchons pas une v facile, il n'y a là que le signe d'une aspirati à une certaine majorité, à avoir une plac une mission... Nous souffrons de cet irrespe de notre personne, du fait qu'on nous utilis du fait qu'il existe une part du monde do on nous exclut ou il nous faut prendre not place de nos seules forces, sans préparatio

« C'est elle qui fait rater la coopérative dira-t-on encore.

Mais comment peut-elle aider à sa marc quand elle ne sait pas de quoi il s'agit ?

Or, justement, la J. A. C. F. permet cet découverte à beaucoup de rurales, elle pe mettra leur préparation progressive à prend leur place dans ce monde.

Nous parlions tout à l'heure de ce beso de rencontre, d'échange ; pour les garçons, a toujours été quelque peu comblé : sorti café, partie de boules, de cartes...

Pour nous, jeunes filles, il a fallu le Mo vement ; il a été l'occasion de nous sent subitement appartenir à un monde vast cette prise de conscience accroît notre sou france d'être démunies pour y vivre, pour no préparer. Et la J. A. C. en tire d'autant pl de responsabilités.

Déjà, nous avons reconnu son effort da *Promesses*. Les clubs d'échange professionn préparent à cette coopération. La suite Conseil en témoignera concrètement.

Il arrive que cette prise de conscience s'exprime pas, il y a des questions qui ne so pas posées (et que seules des jeunes fill peuvent poser, car ce sont elles qui vive leurs problèmes que le Mouvement leur permis de percevoir).

Pourquoi tout cela ne peut-il s'exprimer reste-t-il sans réponse ?

— Par notre faute : manque de recherc de réflexion pour dégager les questions.

— Par déviation de Mouvement : des mi tantes enseignent un rôle à des jeunes fille elles se dévouent sans doute, mais elles se so évadées de leur propre vie, d'une vie co mune aux autres rurales. Alors, les questio ne peuvent apparaître.

— Par difficulté de surmonter une ment lité, une conception toute faite à notre éga et avec laquelle on nous juge, on éduque jeune fille, on lui prépare une place.

***

Quand nous sommes dans notre action village, mêlées à toutes les jeunes, discuta d'un article de *Promesses*, vendant le cale drier, nous ne soupçonnons pas toute la por de la J. A. C. F.

Comme nous venons de le voir, cette acti va très loin. Nous sommes plus convainc aussi que cette action qui touche ainsi personnes, à des personnes jeunes pendant l éducation, à la société qu'elles déterminero nécessite toute une *conception de la perso et du monde*. Il faut d'abord savoir *ce l'on veut, où l'on va*. Tout ce travail ne p

e faire que si le Mouvement a *une doctrine, ne orientation, un but donné.*

Certains refusent au Mouvement — parce ue catholique, et malgré tout l'épanouissement qu'il permet aux jeunes — d'être totaement une école de liberté..

Pour eux, le christianisme rétrécit les gens, es empêche d'évoluer. Lorsqu'on découvre, omme on vient de le voir, que la J. A. C. F. ermet d'être plus libre, donne plus de personnalité, permet d'être plus solidaire des utres, plus incarné, plus responsable dans oute la vie concrète actuelle, on ne peut pas ffirmer cela.

D'autres confondent, et nous croient un pur Iouvement d'enseignement religieux. C'est u'ils ignorent ce qu'est réellement le christianisme.

Notre travail d'Action catholique consiste ne pas montrer qu'il y a deux vies : une eligieuse, une profane, mais que le christiaisme doit inspirer tous les actes de la vie.

Trop souvent notre religion est une vague ffaire de superstition et de sentiment, mais as une foi profonde. Il y a trop souvent d'un ôté le ciel avec lequel, si on veut y aller, on loit se mettre en règle, et la vie terrestre où hacun se débrouille (chacun pour soi et Dieu our tous).

On croit que la venue du Christ n'a rien ransformé dans les rapports des hommes avec Dieu. Et pourtant Dieu est maintenant préent et agissant sur la terre. Il nous a laissé omme mission la construction de son royaume travers le Corps mystique. Il nous a laissé es paroles : « Ce que vous aurez fait au plus etit d'entre les miens, c'est à moi que vous 'aurez fait. »

Nous devons faire que ce royaume se réalise ar l'entente, par la justice.

C'est ce que nous faisons par le Mouvement :

• Dans nos relations de personne à personne, nous sommes des témoins du Message.

• En apprenant aux jeunes à sortir ensemble les difficultés, à organiser avec tout le village ne fête, à rechercher la réduction du temps le travail et son amélioration dans nos clubs l'échange professionnel. Dans nos discussions, ous luttons contre l'individualisme, nous réparons les gens à mieux s'aimer parce que ous frères du Christ.

Mais il est évident qu'un travail ainsi pleiement engagé dans un monde même jeune ous crée d'autres difficultés. Notre généraion, à cause de ces exigences nouvelles plus randes, a de plus grands besoins religieux. Et, hélas ! il faut bien le dire, trop souvent es retraites et récollections, Journées d'éveil spirituel ne répondent pas à nos besoins. Inuile de critiquer, de gémir là encore, c'est nous jeunes filles d'avoir la franchise de le lire à nos aumôniers, de mieux leur faire saisir nos besoins. Nous devons chercher avec eux à transformer nos retraites, Journées d'éveil spirituel. Elles doivent nous donner ine vision juste et applicable du christianisme.

Nous avons à construire le royaume de Dieu, nous sommes en mouvement pour cela, nous gardons constamment en face de nous ce but : pour le rejoindre, nous avons un chemin particulier dont nous ne pouvons nous écarter et difficile à tenir, c'est celui d'assumer toute la vie humaine pour la christianiser.

Ses caractéristiques d'éducation

II. — Comment se fait cette accession à une majorité, cet exercice de la vie en société, cet apport d'une pensée des jeunes, de réalisations concrètes ? Par une éducation orientée, par une conception chrétienne des personnes, de la vie sociale. Nous verrons dans cette partie les caractéristiques de cette éducation.

Une éducation « particulière » au Mouvement.

Nous disons « particulière », car on nous dit souvent : « Vous utilisez une méthode active, nous aussi ! »

Pourtant, il y a quelque chose d'original, d'unique dans une éducation que des jeunes se donnent entre eux... dans un mouvement.

Points essentiels dans cette éducation :

a) Une prise de conscience.

b) Une réflexion, un essai de jugement.

c) Une action.

a) *Une prise de conscience, de la part des jeunes*, de ce que renferme leur vie, celle de leurs semblables. Prise de conscience à laquelle tous les jeunes doivent parvenir (même les moins prêts apparemment).

Elle se fait *par une certaine démarche :* l'enquête, l'observation ; elle n'est pas réservée à quelques éléments, mais étendue à l'ensemble des jeunes (que ce soit par *Promesses* et ses débats, par des référendums simples, etc.) ; par *le jeu de la rencontre entre jeunes, de l'échange*. La jeune fille se reconnaît dans ce qu'exprime l'une d'elles : « En Congrès, j'ai senti mes problèmes, c'était la première fois que je retrouvais si bien mes difficultés. »

Caractéristiques de ce travail d'observation, de prise de conscience :

— Les jeunes *cherchent et découvrent* par eux-mêmes.

On pourrait montrer à des jeunes leur situation, leur faire connaître des faits et des statistiques rassemblés par des adultes ou des organismes compétents, ça ne portera pas comme une découverte par les jeunes ellesmêmes.

— *Les moyens, objets de découverte, d'observation sont mis en œuvre par les jeunes* qui vivent dans les mêmes conditions que l'ensemble (c'est ici que l'on perçoit toute l'importance du choix des responsables : il ne s'agit pas de filles triées afin de faire un mouvement en dehors de la vie, en dehors des difficultés dont souffre l'ensemble des jeunes, d'en libérer les jeunes par des responsables n'ayant pas elles-mêmes les difficultés de l'ensemble).

— Ces enquêtes ont *une valeur particulière* parce que proposées et exprimées par celles qui vivent et souffrent de cette situation. Il y

a là un aspect des problèmes dont la découverte est indispensable : les jeunes font voir ainsi une autre vérité que celle que découvriraient des adultes ayant interrogé des jeunes et ayant regardé de l'extérieur.

— Grâce aux divers échelons du Mouvement (secteur, Fédé), il est possible, non de tirer d'une observation ce qu'elle ne peut indiquer prise isolément, mais en réunissant, en comparant les résultats de secteurs différents, de comprendre peu à peu la complexité d'une situation.

Deux remarques :

• Sans cette prise de conscience étendue à la masse des jeunes, des réalisations, des progrès n'auraient jamais été entrepris.

(Après avoir fait nombre d'enquêtes, d'observations en J. A. C., sur la motorisation des exploitations agricoles, René Colson percevait déjà la nécessité de créer les « Ententes et communautés rurales » qu'il devait lancer plus tard.)

Cette prise de conscience de toutes les réalités qui nous entourent est essentielle *pour une transformation véritable, pour un christianisme incarné.*

• Il y a des étapes à l'enquête, celle très simple qui permet une première prise de conscience et des légères transformations. Mais ce serait grave d'en rester là : il y a une nécessité d'enquêtes plus poussées par les jeunes ayant déjà fait de premières découvertes, nécessité de recherches plus approfondies pour les questions qui se posent.

Il ne faut pas immobiliser les jeunes à un stade d'enfance dans des conclusions trop rapides, mais leur permettre de progresser jusqu'à ce qu'ils découvrent les transformations à faire dans le milieu, les choix possibles pour un engagement adulte.

C'est dans le service social, appelé maintenant « Commission professionnelle », que l'on pourra constituer une équipe allant plus loin dans ces découvertes et études. Certaines Fédés ont déjà commencé et ont pris le sujet « L'entreprise », très proche de la Campagne d'année.

b) *La réflexion, l'essai de jugement.*

Avec cette prise de conscience, nous commençons à nous faire un jugement, à nous poser de nouvelles questions : ainsi, l'une de nous qui récite tous les jours avec beaucoup de quiétude l'acte de charité, découvre par l'enquête de la Campagne d'année la situation anormale qui est faite à l'ouvrier de la ferme et se pose des questions sur ce qui serait à faire. C'est là que devient indispensable la réflexion, la discussion en équipe, l'éclairage doctrinal pour une *éducation du jugement.*

Dégageons quelques caractéristiques importantes :

• Ce n'est pas *une étude* en chambre, ni une étude pour l'étude ; elle surgit de la *vie observée* dont on prend conscience ; elle est amenée par les réalisations du Mouvement : c'est au cours d'activités comme les stages que se fait une réflexion en équipe, un élargissement doctrinal sur les observations faites ; c'est aussi après une participation à une Fêt de la terre que les unes ou les autres auron besoin de voir plus clairement certaines ques tions.

• La réflexion, ce n'est pas se contente de se poser les questions, mais d'arriver vra ment à se faire une opinion, à choisir u engagement, sinon, tout en réfléchissant su l'épanouissement des personnes dans le exploitations, on en arriverait à laisser inchan gées des situations qu'il faudra ensuite trans former très vite. (Drame des exploitation familiales.) Nous venons de parler d'une form de travail par une équipe à l'intérieur de l Commission professionnelle, nous en retrou vons ici la nécessité. Nous pensons d'ailleur vous aider cette année dans ce travail d'étud plus poussée, en proposant un sujet complé mentaire à la Campagne d'année.

• Disons ici que cette habitude d'élabore ensemble une activité, d'envisager le progrès faire dans sa vie, aide à chercher dans tou les cas la meilleure solution suivant nos con victions de foi, en sachant bien que la répons n'est pas toute inscrite dans la doctrine chré tienne, qu'elle se cherche, se construit en fonc tion de cette doctrine.

• *L'équipe* est indispensable pour aider se faire une pensée, à se fixer des objectif pour maintenant et plus tard, à engager c qu'il faut pour y arriver.

Mais, pour faire équipe, il ne suffit pas d'être juxtaposés qui pensent que les engagement sont à prendre par d'autres sinon par l'une o l'autre de l'équipe. Y a-t-il vraiment l'amiti que nous croyons dans nos équipes, quan nous ne travaillons même pas à décide ensemble de faire certaines choses, depuis le plus simples jusqu'à celles plus difficiles qu la J. A. C. F. nous fait découvrir pour plu tard : entreprise autrement conçue, etc. ? faut s'aider fidèlement pour cela, et mêm après en J. A. C. F.

• L'aumônier devra nous aider beaucou mais à sa place. On attend le plus souvent qu' réponde et décide pour nous ; il faut absolu ment arriver à faire ce qui nous revient, et n pas toujours accepter qu'il nous supplée par qu'on se croit incapable. Nous refusons sou vent cet effort, et ainsi il arrive que l'actic éducative dont nous venons de parler pas un peu à côté du réel.

A mesure que le Mouvement nous fait prend plus de dimension humaine, nous nous poson de nouvelles questions sur notre christianisme il faut les voir avec l'aumônier. Il nous aide mieux ainsi dans certaines études, en cou de réunion, de préparation et révision d'act vités. Nous verrons mieux avec lui la tran formation des retraites, récollections, not formation spirituelle et doctrinale. Il pour ainsi faire un meilleur travail avec les aum niers des Fédés, les prêtres des paroisses.

• Par tout cela, nous découvrons mieux l difficultés des autres, la tâche à faire : not messe, notre prière s'élargissent à toute communauté. C'est bien par toute cette v dans le Mouvement que nous parvenons à christianisme plus conscient, plus exigeant, une adhésion personnelle au Christ.

c) *L'action.*

Nous disions tout à l'heure que la réflexion n'est pas une étude en chambre, qu'elle se greffe sur la réalité observée, sur les activités..., elle peut être provoquée par une action, *elle implique toujours une action.*

Le Mouvement ne peut pas être une exhortation à de bonnes résolutions, un enseignement qui ne serait pas assimilé. Il doit toujours y avoir une mise en action ; nous en avons vu bien des raisons dans la première partie et dans le rapport de ce matin.

Cette activité sera le moyen pour le plus grand nombre d'exercer leur don de soi, leur charité, de constater leurs possibilités, leurs déficiences, les efforts à entreprendre. Mais il faut qu'il y ait initiative et responsabilité... Des initiatives, on doit pouvoir les prendre, ça ne se distribue pas « paternellement ». Il faut toujours veiller à ce que nos activités ne soient pas réservées à quelques jeunes filles, mais aient toujours pour but essentiel la participation de l'ensemble des jeunes.

C'est parce qu'une jeune a agi qu'elle se pose des questions, réfléchit... C'est pour cela qu'il est si nécessaire dans l'activité d'étudier où l'on va, ce que l'on veut, d'approfondir.

Je ne développe pas cette partie « action », elle sera largement traitée dans le carrefour « Activités professionnelles ».

Une importante remarque cependant :

Nous avons déjà dit qu'il serait dangereux que le Mouvement, à un moment donné, nous immobilise à un stade. Nous connaissons toutes des jeunes filles de 26-28 ans désemparées parce qu'elles n'ont plus à « s'occuper de jeunes ».

A mesure que nous avançons dans le Mouvement, nous approchons du passage à une vie d'adulte. La J. A. C. F. y aide-t-elle comme il le faudrait aujourd'hui ? Quand nous parlions tout à l'heure du problème de la jeune fille dans ce monde en transformation, nous sentions qu'il ne s'agit pas de se contenter de dire : « Prends un métier », « ce qui serait le mieux c'est qu'elle trouve à se marier », etc.

Il n'y a pas un temps pour la J. A. C. F. et un temps pour la vie. Ou alors nous renions tout ce que nous avons essayé d'analyser dans ce rapport.

Si le Mouvement a été dans nos vies ce qu'il veut représenter vraiment dans le monde et dans l'Eglise, la vie que nous engageons en le quittant n'est pas celle que nous envisagions en y entrant.

Mais pour la préparer en ce sens, pour parvenir à faire un lien entre ce que nous découvrons, nos options et une vie concrète adulte qui approche, il est nécessaire d'offrir un début d'engagement (je pense à une coopérative de blanchisserie où des jeunes filles participeraient au démarrage et à l'administration... ou, dans des cas plus simples, la participation à un Comité des fêtes).

Nous arrivons ainsi à voir pratiquement les nécessités du monde adulte, la compétence nécessaire.

Cette équipe de travail à l'intérieur de la Commission professionnelle, et dont nous avons déjà parlé, devient d'autant plus nécessaire pour nous aider à réaliser ce début d'engagement adulte et à bien voir ce que nous voulons y faire.

Pour permettre cette éducation, la J. A. C. F. a besoin de structures

III. — Nous avons constamment vu qu'une éducation devait permettre de saisir un ensemble. Il faut donc un *Mouvement national* organisé, *structuré.*

La J. A. C. F. a ses structures, non par simple nécessité d'organisation, mais surtout dans un but d'éducation. Je pense à une Fédé qui n'a ni responsable professionnelle, ni responsable loisirs, ni responsable adolescente, et, cependant, un nombre important de filles participent aux Comités fédéraux. On fait quelques activités loisirs, mais elles ne sont pas vraiment portées par une équipe aidée d'une responsable. On finit par ne plus découvrir les difficultés des jeunes de la base, par décider par en haut, et, surtout, par ne pas rendre responsables tant de jeunes filles qui sont déjà bien tentées de fuir cela.

C'est ainsi que nous ne donnons souvent pas assez d'importance aux structures et que notre action éducative se trouve bien limitée et déviée.

Le Mouvement a besoin de structures :

• Pour que *les jeunes puissent se sentir responsables.*

• Pour apprendre à un nombre plus important *à porter des responsabilités.*

• Pour pouvoir *mieux délimiter les problèmes, les observer et y répondre* (une structure pour les loisirs, la profession est nécessaire).

• Pour une préparation à la vie d'adulte, la société actuelle nécessite une organisation précise, des structures géographiques, économiques, politiques et religieuses. Le Mouvement doit, par son organisation, y préparer les jeunes, sinon nous nous trouverions demain dans cette société désemparées, incapables d'agir et de faire jouer l'influence que nous devons avoir.

D'autres raisons apparaîtront en cours d'explication de notre organisation.

Nous verrons :

A) *Structure géographique.*

B) *Structure selon les problèmes de vie, les catégories professionnelles, les âges.*

A) Une structure géographique.

Pour un courant, un échange continu de la base au national, il est indispensable que les problèmes de base puissent se faire connaître, que la base puisse s'exprimer et *soit décisive* dans le Mouvement.

Il en est ainsi quand deux secteurs se rencontrent, ou des Fédés, à l'intérieur de la région, que les problèmes prennent toute leur

ampleur ; ils apparaissent avec plus de vérité, on voit leurs interférences ; c'est par là qu'il peut y avoir une éducation comme nous l'avons décrite.

Ainsi, une Fédé, cantonnée sur elle-même, sans travail à la région, demeure sans mouvement ; elle utilise simplement quelques idées du national : les Campagnes d'année, les journaux, etc., pour organiser *son* action.

Cette structure géographique existe plus ou moins selon les régions.

Le plan local :

Paroisse, village où le travail sera très variable selon la mentalité, l'importance numérique, pays déchristianisé ou très pratiquant.

Le secteur :

Dans beaucoup de Fédés, il est l'échelon local du Mouvement et permet une mise en place d'activités de base, ce qui se fait difficilement au plan Fédé ou au seul plan village.

Il est donc indispensable pour étudier et orienter une action locale.

Il a une place capitale pour que les Fédés puissent s'appuyer sur des expériences de base et mieux voir l'action à poursuivre grâce à l'équipe responsable du secteur qui peut le mieux faire connaître les problèmes locaux.

(Je ne développe pas cette partie, elle sera reprise dans le travail de demain matin.)

La Fédé :

Son étendue demande la décentralisation en *zones* qui comportent quelques secteurs.

La responsable fédérale fait le lien, coordonne le travail de toutes. La Fédé, c'est la rencontre de travail des responsables d'équipes spécialisées, branches, Commissions, etc.

Le Comité fédéral réunit la responsable fédérale, l'aumônier, les responsables de zone ou de secteurs, les responsables de Commissions, branches, équipes, etc. Son travail portera quelquefois entièrement sur une Commission ou une équipe, ou une branche. Celles-ci ont leurs Comités particuliers. Lorsqu'une Commission loisirs, par exemple, n'existe pas encore, ce sera à l'équipe fédérale que reviendra pour une part, et pendant le temps nécessaire, ce rôle.

Ajoutons un point important :

Lorsqu'il s'agit d'une décision à prendre, le manque d'organisation fait que bien souvent c'est la responsable fédérale et l'aumônier qui l'assument seuls, sans que l'ensemble des responsables y soit engagé. C'est pourquoi il est si important que dans chaque Fédé une équipe restreinte (*bureau fédéral* ou *Comité restreint*), composée de la responsable fédérale, de l'aumônier et de deux ou trois filles ayant une vue d'ensemble sur le département et sur le travail des Commissions, branches ou équipes, soit plus spécialement chargée de prendre les décisions et orientations nécessaires.

Ceci permet aussi de mieux assurer le lien avec les échelons régional et national. Et comme une décision de Fédé a des répercussions sur l'ensemble (ce qu'on ne s'imagine pas toujours), on pourra au moins mieux voir la responsabilité qu'on prend par telle ou telle décision.

La région :

La région joue, sur un territoire plus vaste, le rôle d'une Fédération. Son étendue pose des questions, c'est pourquoi certaines régions se sont décentralisées en provinces.

B) Une structure selon les problèmes de vie, les milieux (catégories professionnelles), les âges.

• *Les âges :*

Les âges se retrouvent dans ce qu'on appelle *les branches.*

Celles-ci replacent les problèmes de vie (étudiés en Commissions : loisirs, professionnelles), en face d'un âge donné. Chaque Commission est composée des responsables de branche travaillant dans les deux Commissions et des responsables de branche des divers échelons (zone, secteur, Fédé).

Dans la branche, il faudra aussi considérer certains problèmes particuliers à l'âge (conditions de travail, préparation au foyer), questions d'ordre spirituel, etc., et prévoir les activités.

En J. A. C. F., nous avons les branches Enfance, Adolescentes, Jeunes.

Une remarque :

En cours de rapport, nous avons vu le danger qu'à un certain âge le Mouvement immobilise les jeunes qu'il faudrait aider à une évolution progressive, à un passage dans le monde adulte. Il est évident qu'un problème loisirs, profession ne se pose pas à 22-25 ans comme à 18 ans... Il faut pouvoir l'étudier ; des Fédés ont commencé à créer cette équipe de travail d'aînées dans la Commission professionnelle ; l'équipe voit d'ailleurs vite d'autres problèmes, loisirs, foyer. Nous attendons vos expériences et vos suggestions sur ce plan.

• *Pour les problèmes de vie, deux grands secteurs : le loisir, le professionnel.*

Il est important de ne pas penser l'action seulement en fonction d'un âge (le cas de responsable d'adolescentes ou d'enfants, qui ne seraient pas dans des équipes travaillant le loisir, la profession). Il est indispensable de voir au départ cette vie de travail, de loisirs, puis comment elle marque les divers âges pour mettre en place ce qui peut mieux les aider à prendre des responsabilités à leur taille dans la vie quotidienne, à agir avec d'autres.

Donc, *deux Commissions essentielles :* la Commission *loisirs,* la Commission *professionnelle.*

Le terme Commission employé maintenant, plutôt que le terme service, permet de marquer qu'on demande davantage un travail de réflexion, d'étude, de remise en question, de confrontation en équipe.

Ceci selon les étapes de maturité, pour se former des points de vue, des choix, et vraiment préparer un engagement adulte. La Commission n'envisagera que d'autant mieux l'action à entreprendre et la mise en place d'activités à tous les échelons.

Si le service social s'appelle maintenant « Commission professionnelle », c'est parce que le terme « social » ne peut être réservé à un seul service ; le social est essentiellement contenu dans tout ce que comporte le Mouvement. Le terme « professionnel » indique mieux le domaine concret pris en charge. Il recouvre tout le secteur vaste de la vie de travail d'une jeune fille, il recouvre toute l'activité présente qu'entreprend la jeune fille.

Composition des Commissions.

- La responsable de la Commission ;
- Des responsables de branches ;
- Des responsables des catégories professionnelles, c'est-à-dire des équipes ;
- Des responsables de territoire géographique (zone, secteur, Fédé) ;
- La responsable fédérale, chaque fois que cela sera possible.

En ce qui concerne les catégories professionnelles, elles peuvent constituer des espèces de carrefours à l'intérieur des Commissions ayant des réunions particulières et préparant des activités spécialisées. Il y aura nécessité à ce qu'elles mettent en commun leur travail.

La Commission presse se situe à part des Commissions problèmes de vie (loisirs, profession), elle a une place importante et particulière. Je ne développe pas, étant donné l'article du dernier numéro de *En Equipe,* et Marie-Annick doit en parler demain dans le rapport Presse.

Les diverses catégories professionnelles se désignent dans le Mouvement sous le terme *d'équipes.*

Elles sont nécessaires pour permettre un travail correspondant vraiment aux nécessités des diverses catégories professionnelles ; il faut créer des équipes de jeunes composées de filles de ces professions, soit qu'elles représentent :

— Une *profession du milieu agricole* (ouvrières agricoles) totalement prise en charge par la J. A. C. F.

— Une *profession vivant dans le milieu rural,* tel que les commerçantes dépendant partiellement de l'agriculture, mais ayant des liens avec les autres milieux, les autres mouvements.

— Une *profession vivant dans deux milieux* (ouvrières d'usine) habitant dans le village et travaillant dans l'industrie et que la J. A. C. F. ne peut prendre totalement en charge, d'où nécessité d'une collaboration étroite avec la J. O. C. F.

Pour le cas des malades, on emploie le terme équipe. La responsable de l'équipe malades, quand elle le pourra, participera au travail des Commissions, car il y a des problèmes loisirs, retour à une vie de travail, fort importants qu'elle pourra reprendre et étudier dans l'équipe malades, avec beaucoup d'autres sujets que comporte une vie de malade.

Pour mettre progressivement en place ces structures, et quand on en a vu l'importance et le sens, il s'agit simplement d'une évolution de l'équipe fédérale même restreinte, mais qui se répartit le travail dès maintenant ; ainsi, chaque fille saura vraiment la responsabilité qu'elle porte. Par là, l'équipe pourra se renforcer, même sans agir sur tous les plans à la fois.

Répondre aux besoins des jeunes exige un approfondissement de la notion de spécialisation

IV. — Nous avons vu, par le rapport de la matinée, combien toute une évolution économique pose un problème nouveau sur le plan paroisse. Les gens vivent moins au village, des situations nouvelles se sont créées et, par elles, les jeunes rencontrent des influences différentes ; pensons à deux sœurs d'une exploitation agricole : l'une travaille à la ferme, l'autre à l'usine, à 10 kilomètres. Il est certain que quelque chose reste commun : le village ; mais que leur vie de travail, si distincte, les différencie aussi pour une forte part.

C'est parce que la J. A. C. F. a mission de pénétrer toute la vie concrète, humaine, qu'elle doit avancer dans sa prise en charge de l'élément travail, maintenant plus diversifié qu'autrefois à la campagne. Elle n'aiderait plus les jeunes filles, comme il le faut aujourd'hui (ce qu'a voulu expliquer tout le rapport), si elle s'arrêtait à un problème de milieu rural en général, à une influence de village. En face de cela, que faisons-nous ?

- Nous avons lancé les clubs d'échanges professionnels pour jeunes agricoles, parce que toute cette situation nouvelle l'imposait de plus en plus, pour une meilleure prise en charge des agricoles par la J. A. C. F. ; par là elles s'exercent à tenir une place, un rôle, dont le monde paysan a besoin.
- Un travail entre filles d'une même catégorie professionnelle est entrepris, elles arrivent ainsi à vraiment prendre conscience des responsabilités particulières qui leur incombent. Nous pensons ici aux ouvrières d'usine, aux jeunes des bourgs, aux étudiantes plus nombreuses aujourd'hui dans le milieu rural.

D'autres Mouvements d'Action catholique spécialisés de jeunes ont reçu mission de rechristianiser les milieux ouvrier, indépendant, étudiant. La naissance de ces catégories professionnelles dans le milieu rural rend nécessaire une collaboration avec ces Mouvements pour leur prise en charge.

Ainsi, il y a une rencontre indispensable avec la J. O. C. F. pour apporter une vraie réponse à l'angoisse et aux difficultés de tant de rurales plongées dans un monde de *travail* inconnu et nouveau.

Nous recevons des témoignages où la responsable J. A. C. F. a exprimé à la responsable J. O. C. F. toute la découverte de son équipe fédérale concernant les rurales en usine ; elles cherchent ensemble comment la J. O. C. F. pourrait s'adapter à ces éléments nouveaux dans le milieu ouvrier, comment avec les rurales implanter la J. O. C. F. là où elle n'aurait pas pénétré.

C'est ainsi également que des militantes jocistes ont signalé à la fédérale J. A. C. F.

la présence de jeunes filles du milieu rural rencontrées dans leur usine. Elles cherchent avec la J. A. C. F. comment entreprendre une action adaptée. La jociste cherche à s'éclairer sur ce qui a marqué ces rurales, les difficultés qui les ont amenées en usine et qui expliquent mieux des réactions qui la déconcertent souvent.

Nous voyons donc la nécessité de rencontres communes à *tous* les Mouvements spécialisés de jeunes. De nombreuses questions sont à étudier ensemble concernant les étudiantes, jeunes des bourgs, rurales en usine.

Il reste cependant nombre de problèmes communs aux jeunes filles d'un même village, quelle que soit leur profession. Il nous restera toujours un travail commun à faire avec toutes sur le plan village, paroisse, au sein de la J. A. C. F.

Par ce travail encore insuffisant, qui se cherche, mais qui tout de même avance, nous comprenons mieux la *nécessité* et les dangers de la *spécialisation*.

La spécialisation permet de mieux voir les problèmes concrets, respectifs, et leur transformation dans une vision chrétienne ; les jeunes d'un milieu précis, organisés dans un Mouvement national, peuvent le mieux déceler et révéler une réalité qu'ils vivent ; nous l'avons vu dans la première partie.

Mais il faut bien ajouter : dans la découverte d'un problème, il y a une certaine étape où on ne saisit pas vraiment le problème de notre milieu, quand on considère ce milieu en lui-même isolé des autres.

(Exemple : je suis contre la coopération parce que j'ai un commerce. Il faut supprimer les intermédiaires et organiser nous-mêmes la vente et l'achat des produits.)

Par une rencontre des milieux et des Mouvements, on apprendra à s'oublier pour les autres, non pas d'une manière simpliste, mais par des échanges, à travailler ensemble pour établir ce qui est le mieux, le bien général.

Cette nécessité dans l'éducation n'apparaît peut-être pas toujours, d'autant plus que nous vivons une vie de jeunes, et que c'est dans la vie adulte qu'on résoud davantage ces questions. « Il n'y a qu'à bien voir les problèmes de votre milieu quand vous êtes jeunes et vous les résoudrez avec les autres milieux plus tard, quand ils se poseront plus directement à vous. »

Et pourtant, comme il s'agit pour la jeune fille de cette période d'éducation qui la formera pour plus tard, on risque de la cloisonner dans son milieu, de la rendre incapable de comprendre le langage des autres, de dialoguer avec eux, de chercher des solutions ensemble.

Nous ne pouvons plus attendre pour cette collaboration entre Mouvements, quand on pense à toute cette situation nouvelle évoquée ce matin, ne serait-ce que cette dépendance plus grande entre les milieux (pensons simplement au mélange ville-campagne ; les uns et les autres n'ont pas la moindre idée de ce qui fait la vie des gens qu'ils rencontrent, ce sont des étrangers qui se parlent. Doivent-ils rester des étrangers ?).

Ainsi, par la spécialisation, on voit mieux les problèmes et intérêts respectifs, parfois opposés.

On réalise une unité factice en refusant de regarder les intérêts qui séparent ou en ne prenant que des problèmes généraux et communs.

On réalise la communauté par ce travail entre mouvements, en rendant chaque milieu capable de voir ce qu'il y a à entreprendre pour ne pas agir en fonction de ce qu'il croit son seul bien et qui entrave les autres, mais pour un bien général.

Et, en tant que catholiques, c'est une raison de plus pour ne pas restreindre sa vision à une partie de la société (à son milieu).

La J. A. C. F. a un droit et une mission de représentativité dans le pays

V. — Dans ce rapport, nous avons rappelé comment le Mouvement permet de découvrir des aspects des problèmes, ceux que seuls des jeunes peuvent découvrir parce qu'ils les vivent — et nous pensons à ceux très importants que les jeunes filles pourraient formuler.

Si ces problèmes ne peuvent être exprimés, et rentrer, tels, dans les préoccupations des organismes privés et publics, le travail de ceux-ci ne se fera jamais en fonction du bien d'un ensemble.

Du fait de notre engagement dans la J. A. C. F., nous avons tout naturellement conscience d'avoir la responsabilité de représenter les jeunes filles de notre milieu dans divers organismes, tous chargés du bien commun, et d'y exprimer les problèmes découverts.

Pour nous qui sommes marquées autant que des adultes par une situation générale présente, le Mouvement est le seul moyen d'expression vraie de nos problèmes ; l'adulte, lui, a pouvoir sur cette institution parce qu'il est engagé personnellement. La jeune fille ne peut y être personnellement au même titre que l'adulte qui y est de par son choix et sa compétence ; elle y est au nom du Mouvement et, à ce titre, représente les besoins d'un ensemble de jeunes.

C'est aussi important pour notre éducation même, pour ne pas finir par vivre en société close de jeunes.

Malgré une lourde opposition de ceux, nombreux, qui n'y croient pas, il y a un courant en ce sens dans le pays :

« La création des Commissions jeunesse, il y a quelques mois, si elle n'a pas abouti à grand-chose, a eu au moins le mérite de marquer l'opinion dans ce sens. »

Pensons aux stages de productivité : c'est une chose nouvelle que, pour la première fois, la J. A. C. et la J. A. C. F. aient été reconnues comme représentant une partie importante de la jeunesse agricole, au même titre qu'une autre organisation.

Pour celles qui ont essayé une telle participation, elles nous écrivent :

« Il est difficile de parler à des gens qui ne connaissent rien au Mouvement. »

« Il est difficile de tenir une place dans une

réunion où la majorité des participants sont les adultes et quand on est une fille. »

« On ne sait pas trop quel est notre rôle, et celui de l'organisme. »

En effet, ce rôle de représentation suppose un travail préalable à l'intérieur de l'équipe J. A. C. F. : pour mieux apporter la pensée et les difficultés d'un ensemble de jeunes, pour avoir une certaine connaissance de l'organisme qui attend notre participation.

Il est vrai que cette place est difficile, d'autant plus qu'on attend parfois de nous un rôle qui ne nous revient pas : on y va pour représenter les jeunes filles, on ne doit pas attendre de nous une compétence sur le plan de l'organisme (attention de ne pas dévier là de notre mission de représentation). Et ici, il faut dire de ne pas confondre cette mission avec un début d'engagement, ou un engagement où l'on jouerait le rôle même qui revient à l'adulte dans ces organismes, ni la confondre avec une collaboration technique de personnes compétentes pour nos activités (bien que par le fait même nous fassions connaître nos efforts et les difficultés des jeunes).

Il est bien des organismes dont le but touche d'une façon ou d'une autre à des questions intéressant la jeunesse : Comité de taxe d'apprentissage, maisons familiales, Comité d'aménagement du territoire, Comité d'enseignement ménager, etc.

Evidemment, nous ne prendrons cette place que progressivement, et dans l'un ou l'autre organisme pour commencer.

Nous pensons que nous avons là une responsabilité ; c'est d'abord aux Mouvements de jeunes qu'il appartient d'en faire une réalité.

C'est en cherchant à nous faire *connaître*, à *collaborer* avec un certain nombre d'organismes, que, peu à peu, nous préparons dans le pays une place à la jeunesse organisée en Mouvement, et, par là même, à la mise en place d'une certaine politique de la jeunesse.

CONCLUSION

Il m'est difficile de conclure ce rapport. Et je pense que tout cela vous paraît peut-être loin de nos villages, qu'en tout cas nous sommes bien pauvres et que notre mission est immense.

Mais disons-nous que tous nos efforts aboutiront selon la mesure de notre foi, notre espérance, notre charité.

Disons-nous aussi qu'un Conseil n'a lieu que tous les deux ans, que c'est donc un vœu : « voilà où il faut qu'on arrive pendant ces deux ans », ce n'est pas tout entreprendre dans trois jours. Mais il faut se tracer un grand chemin. Bernanos disait :

« Et moi, mes rêves, je les voulais démesurés, sinon à quoi bon les rêves ? Et voilà précisément pourquoi ils ne m'ont pas déçu. Si je recommençais la vie, je tâcherais de les faire encore plus grands, parce que la vie est infiniment plus grande et plus belle que je n'avais cru, même en rêve, et moi plus petit. »

Nous comprenons bien que tout ce que contient ce rapport doit être réfléchi en Fédés. Il doit permettre à toutes, selon le point où elles en sont, de décider ce qu'elles veulent entreprendre, d'autant plus qu'il n'a pas été bâti en dehors de la réalité des Fédés ; il résulte de nos expériences, de vos lettres, travaux préparatoires, des participations de l'équipe nationale à vos sessions.

- Formons des jeunes filles responsables, jouant leur rôle dans le monde, l'Eglise, grâce aux moyens d'éducation d'un Mouvement vraiment pensé et porté par toutes nos équipes.

- Que votre principal objectif soit toujours les jeunes filles ayant les conditions familiales, matérielles, religieuses les plus difficiles. Que les responsables ne soient jamais des filles triées, mais le plus possible des jeunes vivant la vie de l'ensemble, bien incarnées dans cette vie, la portant vraiment.

- Qu'il y ait de plus en plus un Mouvement parce qu'il y aura de plus en plus d'échanges à l'intérieur des équipes et entre les divers échelons : les Fédés seront vraiment de la région, non pour y chercher des « trucs » pour combler leurs programmes, mais pour confronter leurs recherches avec les autres Fédés, agir en responsables d'un Mouvement national.

- Ainsi, nous préparerons un milieu meilleur parce que nous tendrons tous nos efforts pour que toutes les jeunes filles travaillent maintenant et demain, personnellement, en équipe, en chrétiennes majeures.

Et tout ceci d'autant mieux que nous vivrons un témoignage évangélique, que nous serons des témoins dans le plein sens du mot.

— *Exigences techniques fondamentales de la justice sociale* (Préface de Pierre Vinot, membre du Conseil économique), par José Fons-Pont. — Un vol. in-8° de 180 pages, avec un organigramme et six tableaux, 800 francs. Nouvelles Editions latines, Paris.

M. José Fons-Pont, membre de l'Institut catholique des études sociales, expert industriel espagnol, a voulu écrire en catholique et en technicien ces pages dédiées à Pie XII. L'auteur y analyse et rétablit les conditions d'une organisation humaine véritablement scientifique, qui tient compte des valeurs liberté, justice, devoir, religion ; valeurs non seulement indispensables au bien-être individuel, mais qui déterminent le comportement de chacun, et en conséquence, le bien-être des autres. Ces conditions sont déterminées par des rapports quantitatifs forcés entre les facteurs économiques, sociaux et politiques agissant à la fois sur un même et unique ensemble : la structure sociologique humaine. L'auteur ajoute 37 cas sociologiques typiques qu'il présente sous forme de tableaux numériques où sont intégrés les trois ordres de facteurs. Ces tableaux sont des modèles macro-économiques d'un nouveau type qui constitue un nouvel instrument d'étude et d'analyse des rapports humains, d'importance capitale, pour lui, dans l'état actuel de l'évolution du monde.

— *Morts sur le gibet.* Traduit de l'anglais par Louis René-Bazin. — Un vol. de 220 pages, 525 francs. Maison de la Bonne Presse, Paris.

Il s'agit ici de martyrs exécutés en haine de leur foi. Le R. P. John Morris rappelle, dans le texte qui sert d'avant-propos à ce livre, le mot de saint Augustin : « Ce n'est pas la souffrance, c'est la cause qui fait le martyr. » Or, les martyrs anglais, morts sur le gibet sous les règnes d'Henri VIII et d'Elizabeth, ont bien été condamnés en raison de leur attachement à la religion catholique romaine. Deux d'entre eux sont très connus : saint Jean Fisher, évêque de Rochester, et saint Thomas More. D'autres le sont moins, tels que le bienheureux Edmond Campion, la bienheureuse Marguerite Clitherow, le bienheureux Edmond Arrowsmith, le bienheureux Jean Southworth, enfin le bienheureux Richard Langhorne.

Le ministère Edgar Faure, VIIe ministère de la IIe législature

Le 5 février au matin, à l'issue du débat sur l'Afrique du Nord, le gouvernement Mendès-France, qui avait posé la question de confiance, a été renversé par 319 voix contre 273 et 22 abstentions.

Dès le lendemain soir, après avoir procédé aux consultations d'usage, le président de la République a fait appel à M. Antoine Pinay, député indépendant de la Loire et ancien président du Conseil, qui a accepté la mission de former le nouveau gouvernement. Mais le 10 février, devant le refus de participation de la S. F. I. O. et du M. R. P., M. Pinay a dû renoncer à cette mission.

Le soir même, M. Coty pressentait M. Pierre Pflimlin, député M. R. P. du Bas-Rhin, qui donna son acceptation de principe. Le lendemain, dans la nuit, ce dernier, assuré de la participation des radicaux et des modérés, acceptait de devenir « président du Conseil désigné ». Mais au matin du 14 février, des difficultés surgies, du fait des radicaux, alors qu'il établissait la liste de ses ministres, obligèrent M. Pflimlin à renoncer à son tour.

Le président Coty a aussitôt offert à M. Christian Pineau, député S. F. I. O. de la Sarthe, de dénouer la crise. M. Pineau a réservé sa réponse définitive. Après avoir procédé à des consultations, il a donné, le 16 février au soir, son acceptation. Dans la matinée du 17 février, il a constitué son ministère comprenant 15 ministres et 22 secrétaires d'Etat. Mais, en fin d'après-midi, on apprenait que deux ministres républicains sociaux, M. Corniglion-Molinier, qui devait prendre le portefeuille de la Justice, et M. Ferri, qui devait prendre celui des P. T. T., étaient revenus sur leur décision. Cependant, en fin de journée, le président du Conseil désigné faisait connaître la composition de son Cabinet au président de la République et au président de l'Assemblée nationale. Et le lendemain, il se présentait devant l'Assemblée. Mais dans la nuit du 18 au 19 février, celle-ci lui refusait sa confiance par 312 voix contre 268. Le 19 février, M. René Coty, après avoir chargé les présidents de groupes de chercher un terrain d'accord, a offert à M. Edgar Faure, député radical du Jura, de tenter sa chance. Dans la matinée du 23 février, M. Edgar Faure ayant constitué son ministère, a sollicité la confiance de l'Assemblée nationale. Voici le texte de son discours :

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

de M. Edgar Faure, président du Conseil désigné. (1)

M. EDGAR FAURE, *président du Conseil désigné*. — Mesdames, Messieurs, un nouveau gouvernement attend votre confiance pour gouverner.

Vous connaissez l'équipe que j'envisage de grouper autour de moi.

Je dois vous exposer son programme.

Ce programme, j'en fixerai avec précision les directives générales, pour que le contrat qui unira le gouvernement à l'Assemblée soit parfaitement clair, et parce que je ne veux pas d'un pacte où j'apporterais, moi, l'immobilisme, et vous, la résignation.

(1) *Journal Officiel* (Assemblée nationale, Débats parlementaires) du 24 février 1955. Les sous-titres sont de *la D. C.*

Je ne commencerai pas non plus par vous exposer des objectifs vagues de politique générale.

Il n'y a pas de politique générale valable, pas plus à l'extérieur qu'à l'extérieur d'un pays, si on ne lui assure pas d'abord un soubassement technique solide.

C'est pourquoi je définirai d'abord, en technicien, nos objectifs économiques, sociaux et financiers.

Programme économique, social, financier.

En ces domaines, on ne construit pas à partir de rien. Chaque gestion s'insère dans la précédente. Dans l'ordre économique, nous sommes dans l'élan d'une conjoncture favorable ; notre première intention est d'en déduire les conséquences.

Je n'ai pas ici à rappeler pour eux-mêmes les résultats du plan de dix-huit mois qui, appliqué avec persévérance sous les gouvernements précédents, a prouvé de quels redressements était capable l'économie française.

C'est un fait que, pour le niveau de la production, pour le taux des salaires, pour le montant de la masse salariale, pour la situation de notre balance des comptes, pour nos échanges à libérer, le calendrier des progrès obtenus est en avance sur le calendrier des progrès prévus.

Je ne mettrai pas ce fait à mon crédit personnel. Il est au crédit du pays. Celui-ci peut y trouver la démonstration qu'avec discipline, méthode et continuité nous serions capables, en peu d'années, si nous le voulions, de secouer — autrement que par des mots — notre vieille psychose de pessimisme et de dénigrement de nous-mêmes.

J'estime que, techniquement, cette œuvre peut et doit être amplifiée.

La confiance qu'un ministre des Finances avait pu parfois mériter hier auprès de vous, le président du Conseil de demain accepte de la remettre en cause sur de nouveaux objectifs chiffrés, sur un nouveau calendrier publiquement précisé.

Voici à quoi je m'engage, si vous me donnez le pouvoir de le faire.

Avant le 30 juin 1956, le gouvernement aura fait en sorte que les résultats suivants soient atteints :

1° La production industrielle, dont la moyenne, en 1954, a été de 153, sera portée à 180 ;

2° la hausse globale du niveau de vie, à la même date, devra avoir atteint 7 % au moins, tant par l'augmentation de la masse salariale que par la baisse des prix ou les aménagements fiscaux ;

3° le revenu global agricole devra marquer une élévation du même ordre, qui ressortira de la comparaison quantitative des deux prochaines récoltes, du niveau des prix des produits de base et des coûts de production ;

4° l'équilibre de la balance des échanges avec l'étranger devra être réalisé sans aucune aide extérieure de caractère non économique, le gouvernement français s'engageant désormais solennellement à renoncer à toute aide de ce genre.

Tels sont les quatre engagements d'ordre technique que je n'hésite pas à présenter. J'ajoute — et ceci est une autre déclaration formelle — que tous ces résultats, j'entends les obtenir dans le respect rigoureux de la stabilisation du franc, réalisée en fait depuis deux ans.

Voilà d'où nous partons ; voilà où nous allons. Sommes-nous trop timides ? Pourrait-on sérieusement promettre davantage ? Je pense que non.

N'oublions pas, en effet, que l'économie et les finances françaises, si elles sont psychologiquement et techniquement en convalescence, restent encore vulnérables sur plus d'un point.

Le déficit budgétaire est un de ces points. La disparité de nos prix et des prix étrangers en est un autre. Tous deux sont graves.

Tous deux fixent des limites aux mesures que le gouvernement, en face du malaise social, devra prendre et pourra prendre dans un avenir très prochain.

Nous avons décidé en effet — si vous nous donnez votre accord — de mettre en chantier dès le mois de mars un véritable plan de réalisations sociales.

Pourquoi ce plan ?

Parce que, jusqu'à maintenant, les auteurs de plans ne se préoccupaient, bien naturellement d'ailleurs, que de la production.

Nous avons pensé qu'il était légitime de traiter parallèlement le problème de la répartition.

Il est logique, dès lors qu'on prévoit une hausse du revenu global du pays, de songer à orienter la distribution future de ce supplément de revenu.

Telle est l'idée générale de ce plan ; il ne sera pas seulement un accessoire ou un sous-produit du plan de modernisation et d'équipement que vous connaissez, il en sera la contrepartie et le prolongement sur le plan humain.

Les chapitres du plan social, qui devront être mis au point pour le mois d'avril prochain, aborderont notamment les domaines suivants : revalorisation des salaires et des traitements publics liés à la hausse du revenu national, prestations et régimes sociaux, politique de l'emploi, orientation de la consommation, lutte contre l'alcoolisme, développement de l'infrastructure sociale et du logement, amélioration de l'habitat rural.

Sur tous ces points, vous me taxeriez de légèreté si, dès aujourd'hui — sans délai, sans experts, sans calculs, — je vous apportais des chiffres détaillés au lieu d'indications d'ensemble.

Mais l'orientation de notre politique est, je crois, fort claire.

Nous voulons que les avantages sociaux qui seront donnés ou prévus ne soient pas rendus illusoires par leur absence de liaison avec toute réalité économique. Redistribuer un revenu national constant est une opération souvent plus difficile qu'efficace et, sans y renoncer, dans toute la mesure où la justice sociale l'implique, nous en devons concevoir les limites.

Nous voulons, au contraire, que nos engagements puissent être tenus et qu'aucune déception ne succède à des promesses vagues et mal étudiées.

Par la mise en œuvre, parallèlement, d'un plan économique et d'un plan social, il suffirait que chaque année le rythme d'augmentation actuel se maintienne pour que le niveau de vie des Français soit doublé dès les premières années de la prochaine décade.

Ces perspectives ne seront pas un mirage si nous le voulons.

Je sais que l'opinion se préoccupe moins de ces perspectives lointaines que des espoirs qui lui ont été ouverts à un terme rapproché par ce qu'on appelle le rendez-vous d'avril. Ce rendez-vous, qui correspond à l'achèvement anticipé du plan de dix-huit mois, devra permettre la confrontation des résultats obtenus dans le domaine social avec les données économiques et financières de la conjoncture. Je le ferai en toute loyauté, en tenant compte de l'avis du Conseil économique, en vue de donner aux salariés tout le profit disponible de l'expansion.

Je sais que d'autres catégories sociales ressentent des motifs de mécontentement. Je sais que les travailleurs indépendants de l'artisanat, du commerce et de l'industrie se plaignent autant de l'insuffisance de leurs revenus que du prélèvement fiscal qu'ils supportent.

Trop d'incidents ont marqué un manque d'esprit civique. La fraude fiscale est une offense quotidienne à ceux qui font leur devoir en contribuant correctement aux charges publiques. Mon gouvernement fera respecter la loi.

Dans les cas où la législation fiscale comporte des servitudes excessives pour les assujettis, elle sera réformée.

Avant le 1er juin, le gouvernement déposera un plan général de réformes concernant l'assiette et les modes de déclaration et de contrôle des impôts acquittés dans le circuit de la production et de la distribution.

Il y a aussi un mécontentement paysan. Ses raisons tiennent à une évolution fondamentale, depuis dix ans, de l'agriculture française.

Naguère encore repliée sur elle-même, redoutant ses ennemis traditionnels — qui étaient le fisc et les importations étrangères, — voici qu'elle est amenée, du fait de l'étroitesse des marchés, du fait de ses excédents, à regarder du côté des frontières, à la recherche des crédits et des concours qu'exige la modernisation de ses moyens.

Cette évolution est loin d'avoir atteint son terme. Quel sera le point d'équilibre ? Je ne crois pas que nous en arriverons jamais à ce qu'on a appelé les usines dans les champs, pas plus qu'aux exploitations étatisées ou collectivisées. Mais je crois qu'une formule moyenne, que le sol français a fécondée — la coopération agricole, — n'en est encore qu'au début des réalisations qu'on peut attendre de l'esprit d'initiative et de l'esprit d'entraide de notre population rurale.

Si l'on a poussé l'agriculture vers l'expansion, si l'on a invité l'agriculteur à produire davantage, il ne faut pas le laisser désemparé devant ses récoltes et ses surplus. Il faut lui assurer des débouchés à des prix suffisamment rémunérateurs. Le gouvernement poursuivra la politique d'organisation des marchés et de réduction des prix de revient.

La fixation des prix garantis permet précisément d'orienter les agriculteurs vers les efforts les plus rentables pour eux-mêmes et les plus utiles à l'économie générale. Le gouvernement publiera dans l'avenir la liste des prix garantis applicables aux principaux produits pour les deux prochaines campagnes. Ainsi, les agriculteurs pourront organiser dans la sécurité leurs productions des récoltes futures.

On affirme volontiers que les prix agricoles français sont trop chers, mais n'est-il pas vrai que tous les pays pratiquent pour leurs produits agricoles un dumping généralisé ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs au centre et à droite.*) Nos prix intérieurs sont sans doute plus chers que les prix extérieurs des autres pays, mais souvent comparables à leurs prix intérieurs. Nous assistons à un dérèglement absurde de la concurrence internationale qui témoigne d'une absence regrettable de solidarité humaine. C'est un domaine où le gouvernement devra prendre des initiatives qui n'intéresseront pas seulement l'agriculture française, mais, dans la mesure où nous atteindrons un équilibre de prix plus satisfaisant, l'agriculture de tous les pays amis.

Je n'ai que peu de mots à dire sur notre politique financière et sur notre politique des prix.

Les principes généraux restent ceux que j'ai toujours défendus devant vous : dégager le maximum de ressources pour les investissements, veiller pour cela à réduire au minimum le déficit stérile des finances publiques, soumettre le plus possible la fiscalité et le crédit, par des mesures simples de sélection, aux impératifs économiques qui sont l'abaissement des coûts de production et la lutte contre tout enchérissement du coût de la vie.

Mais les principes sont une chose. La vie publique impose chaque jour des devoirs immédiats. Le plus urgent pour nous, c'est le vote du budget et la surveillance de l'indice des prix.

Le gouvernement demandera au Parlement de

voter au plus vite les éléments du budget actuellement en suspens dans des conditions qui, sans éliminer les ajustements désirables et possibles, n'en bouleversent pas l'équilibre fondamental.

Au cours des dernières semaines, l'indice des prix a enregistré de très légères tendances à la hausse. Elles doivent être combattues, car la stabilité reste la garantie sociale de la politique d'expansion. (*Applaudissements sur divers bancs à droite et sur plusieurs bancs à gauche et au centre.*) Le gouvernement prendra toute mesure nécessaire pour que soit respecté le blocage décidé en février 1954.

Union française et Union européenne.

Vous venez d'entendre le programme technique du gouvernement.

Il ne serait pas complet, cependant, si je ne débordais pas un instant le cadre de la métropole pour aborder celui de l'Union française.

Le problème économique ne peut plus être considéré à l'échelle de la France métropolitaine, mais sur le plan plus vaste de l'Union française.

La France se doit d'élever le niveau de vie des peuples qui composent cet ensemble, parallèlement au progrès réalisé dans la métropole.

Elever le niveau de vie des populations signifie pour nous l'application réaliste et loyale de la nouvelle législation sociale d'outre-mer. Cela signifie aussi accroissement des investissements productifs. Nous avons décidé de réserver une part importante des crédits d'équipement à l'agriculture autochtone, aux industries minières et aux industries de transformation.

Pour coordonner le progrès des différents territoires, il faut aussi organiser les échanges sur une base rationnelle et plus stable, et créer l'armature d'une véritable zone monétaire du franc.

Mais il est une autre entité économique, qui déborde le cadre de la France métropolitaine, c'est l'ensemble économique européen. Comment ne pas être tenté par l'ouverture d'un grand marché de 200 millions d'habitants offrant à nos industries des débouchés à la mesure de leur capacité de production ?

Des efforts importants ont été accomplis dans le cadre de l'O. E. C. E., de l'Union européenne des paiements et de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Chaque fois, la France a été l'initiatrice des mesures proposées, et pourtant, les difficultés de sa situation intérieure ont failli l'en exclure. Elle vient à nouveau d'y affirmer son rôle. Nous continuerons dans cette voie en vous demandant d'étudier bientôt les projets d'association économique dans le domaine des transports, de l'énergie industrielle et de l'énergie atomique.

Mais les questions économiques ne sont pas les seules ni les plus graves.

Les problèmes de politique générale, auxquels j'en arrive maintenant, sont les plus angoissants et les plus délicats, puisqu'il s'agit pour la France métropolitaine de former la jonction, la branche commune de la boucle Union française et de la boucle Europe.

Il nous faudra considérer à nouveau la structure même de l'Union française ; les pays que nous devons guider dans la voie de la civilisation, dans la perspective que nous trace la Constitution. Il nous appartient de concevoir des formules d'association indissoluble entre des partenaires qui, égaux en droits, le deviendront en fait, au fur et à mesure des évolutions nécessaires. A une époque où l'on songe légitimement à limiter la souveraineté nationale des Etats de vieille civilisation, serait-il logique de créer, par une singulière compensation, des souverainetés absolues là où elles n'existent pas encore ? (*Applaudissements sur divers bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.*)

La politique que la France doit poursuivre en Afrique du Nord ne comporte pas une expression unique pour l'ensemble de ses territoires. L'histoire comme le développement de ces pays ne s'est pas accomplie d'une manière uniforme. L'Algérie compose avec la métropole une unité que rien ne saurait compromettre et que nos efforts doivent toujours conduire à affirmer, non seulement sur le plan politique, mais dans le domaine économique et social, en respectant le statut voté par le Parlement.

Pour la Tunisie, la négociation des conventions qui a été interrompue par la crise sera poursuivie par mon gouvernement. Dans plusieurs domaines, l'accord a pu être réalisé entre les délégations française et tunisienne. Je crois fermement que, sur les questions demeurées en suspens, un accord peut intervenir sans concessions abusives mais aussi sans équivoque, garantissant le maintien de la présence française si les deux délégations respectent les principes fondamentaux qui ont tracé le cadre de leur travail.

Les manifestations violentes qui viendraient s'exercer soit pour déborder l'action qui sera entreprise par mon gouvernement, soit au contraire pour l'empêcher de s'exécuter, devraient être réprimées avec rigueur. L'exemple d'une France forte et sûre d'elle-même n'est-il pas le meilleur gage de l'autorité et du prestige de notre politique, non seulement en Afrique du Nord, mais dans le monde ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche, au centre et à droite.*)

J'ai parlé de « l'ensemble français ». J'en viens aux principes de notre politique européenne.

L'Assemblée nationale s'est déjà prononcée en faveur des accords de Paris. Le gouvernement poursuivra la procédure de ratification et entend obtenir cette ratification dans les meilleurs délais. Nous ne devons pas oublier que ces accords comportent de multiples éléments. S'ils autorisent un réarmement limité de la République fédérale, ils introduisent en même temps celle-ci dans la communauté des nations de l'Occident. C'est là leur prix véritable. Il vaut le sacrifice que nous consentons.

La ratification des accords de Paris sera le point de départ de l'Union de l'Europe occidentale. Je ne désire en ce domaine blesser les sentiments de personne. L'Europe est à nos yeux une réalité plus précieuse que les images que nous nous faisons les uns ou les autres de son achèvement parfait.

En ce qui concerne la Sarre, nous entendons que soit mis en vigueur l'accord du 23 octobre 1954, dans son esprit et dans sa lettre. J'entends, en même temps, mener à bien les négociations franco-sarroises et parvenir ainsi à une solution conforme aux intérêts bien compris de la Sarre, unie économiquement à la France, ainsi que de la France et de l'Allemagne. L'application du nouveau statut est liée à la ratification des accords de Paris.

Notre politique européenne s'inscrit en effet dans une politique internationale.

C'est au niveau de la grande opposition entre l'Est et l'Ouest que nous devons déterminer l'orientation de notre politique étrangère.

Ne nous laissons pas enfermer dans le dilemme : l'organisation de la sécurité ou la négociation. Ce sont là, en vérité, des batailles de symboles et des procès d'intention.

Tout homme de bon sens sait bien que, dans les circonstances actuelles, chercher la négociation sans la force ou chercher la force sans la négociation sont deux attitudes qui pourraient, l'une et l'autre, engendrer le pire.

Recherche assidue de la paix par toutes les occasions de négocier.

Organisation de la sécurité occidentale par tous les moyens en notre pouvoir, dans une fidélité irrévocable au pacte atlantique.

Telles sont les deux voies ouvertes par la sagesse des nations pacifiques, les deux voies dans lesquelles nous voulons progresser.

Ces deux voies se rencontreront si nous pouvons parvenir à un désarmement général et contrôlé auquel les initiatives de la délégation française, conduite par le président Jules Moch, apportent une contribution précieuse.

Peut-on progresser ? Les conditions préalables à ce désarmement sont désormais remplies, puisque les conflits ouverts de Corée et d'Indochine ne se poursuivent plus par les armes.

Peut-on espérer conclure ?

Ce serait alors cette harmonie mondiale toujours attendue, « l'heure des étoiles » dont on dit qu'elle ne vient qu'une fois.

Nous rechercherons posément, continuellement, la négociation. Je proposerai, dès la ratification des accords de Paris, qu'une étude soit entreprise avec nos alliés sur les conditions de cette négociation en Europe aussi bien qu'en Asie.

Les choix de l'heure.

Mesdames, Messieurs, on parle à juste titre des options nécessaires. Les choix de l'heure sont graves ; cependant, ils ne sont pas vraiment libres.

Qui peut choisir l'inflation ? Qui peut choisir le pacte colonial ? Qui peut choisir contre la paix lorsque la moindre chance de l'affermir se dessine ? Qui peut choisir contre la sécurité tant que ne sont pas réunies les conditions qui en écarteraient le souci ?

Le véritable choix n'est pas le choix entre les idéaux. C'est le choix entre les moyens ; il est aussi angoissant que nécessaire. Le mauvais choix des moyens est le seul véritable choix contre l'idéal. Choisir les moyens, n'est-ce pas exactement gouverner ? Notre pays passe pour celui du bon sens et de la lucidité impitoyable, et il est pourtant aussi celui des grands courants de l'enthousiasme créateur. Mais les élans de ferveur qui le traversent par période soudaine exigent, pour ne pas s'abolir dans la déception et dans la rancœur, le service patient et obstiné de l'action et de la méthode.

Nous avons plus de générosité sans doute, plus de désordre parfois dans l'âme, mais plus de foi humaine que le héros grec qui disait après l'épreuve : « Il faut vivre, maintenant, assurer l'ordre, donner des lois à Corinthe et construire sans illusion un monde à notre mesure pour y attendre de mourir. »

Sans illusion sans doute, mais la mesure peut être progressivement et indéfiniment élargie par le patient travail de chaque jour vers l'idéal — et la France ne veut pas mourir. *(Applaudissements sur certains bancs à gauche. — Applaudissements sur de nombreux bancs au centre, à droite et à l'extrême droite.)*

Le problème scolaire dans les débats

Les débats suscités par la lecture de la déclaration ministérielle se sont déroulés dans le calme. Dans son intervention, M. Henri Briffod, député de la Haute-Savoie, exclu de la S. F. I. O. pour son indiscipline lors des votes sur la C. E. D. et les accords de Paris, a évoqué la question scolaire en ces termes (1) :

Sur les problèmes intérieurs, votre discours nous est apparu à bien des moments comme confinant au mystère, notamment sur le problème de l'enseignement.

Vous n'ignorez pas le caractère de sensibilité extrême que revêt ce problème, et quoique vous soyez assuré d'une majorité qui, jusqu'alors, ne s'est jamais démentie, le radical que vous êtes pourrait nous dire ce qu'il pense de la défense de l'enseignement public et s'il entend arrêter l'entreprise de démantèlement dont la loi Marie-Barangé et la proposition Saint-Cyr constituent d'incontestables étapes. *(Applaudissements sur de nombreux bancs à gauche.)*

(1) *Journal Officiel* (Assemblée nationale. Débats parlementaires) du 24 février 1955, p. 878.

Dans sa réponse aux interpellateurs, M. Edgar Faure, s'adressant à M. Briffod, a déclaré (1) :

Je voudrais maintenant dire à M. Briffod [...] que je ne me propose pas d'intervenir longuement ici sur le problème scolaire, si ce n'est pour dire — car je ne désire pas déguiser ma pensée sur les grandes tendances — que c'est le problème type, le problème essentiel auquel nous devrions tous, de notre cœur le plus fervent, chercher une solution de réconciliation nationale. *(Applaudissements sur certains bancs à gauche. — Applaudissements au centre, à droite et à l'extrême droite.)*

Vous avez fait allusion à mon appartenance politique. Radical, en effet, petit-fils d'instituteur, élevé, durant les années difficiles de la guerre, dans l'atmosphère si caractéristique des écoles de campagne ; alors que je me trouvais à Pernambouc, ayant eu l'occasion de recevoir à la fois d'admirables instituteurs détachés là-bas, pour enseigner le français à des Brésiliens, et ces Pères Maristes aux traits qui semblent burinés comme dans les images de l'ancien temps, je me suis dit : la France ne retirera-t-elle pas de sa chair cette flèche empoisonnée ? *(Applaudissements sur certains bancs à gauche. — Applaudissements au centre, à droite et à l'extrême droite.)*

Le scrutin d'investiture.

Nombre de votants	579
Majorité absolue	290
Pour l'adoption	369
Contre l'adoption	210
Abstentions	26

L'assemblée a accordé la confiance.

Voici l'analyse du scrutin :

369 *députés ont voté « pour » :* 67 radicaux-socialistes (sur 76), 17 U. D. S. R. (sur 23), les 16 indépendants d'outre-mer, 59 républicains sociaux (sur 72), 76 M. R. P. (sur 84), 53 indépendants (sur 55), 27 indépendants paysans (sur 28), les 21 paysans, 29 A. R. S. (sur 33). 4 non-inscrits ((sur 13) : MM. Ben Aly Chérif, Juglas, Moatti, Nocher.

210 *députés ont voté « contre » :* les 105 socialistes, les 98 communistes et progressistes. 1 U. D. S. R. : M. Bernard : 6 non-inscrits (sur 13) : MM. Bouret, André Denis, Lecœur, Mme de Lipkowski, MM. Marty, Vallon.

28 *députés se sont abstenus volontairement :* 8 radicaux-socialistes : MM. Baylet, Billères, Delcos, Galy-Gasparrou, Laplace, Mailhe. Mendès-France, Valabrègues : 2 U. D. S. R. : MM. Babet, Bénard ; 7 républicains sociaux : MM. Bricout, Commentry, Hettier de Boislambert, Lebon, de Monsabert, Noël (Léon), Vendroux ; 5 M. R. P. : MM. Dorey, l'abbé Gau, Martel (Louis), de Menthon. Mouchet ; 1 indépendant : M. Aumeran : 1 indépendant paysan : M. Bessac ; 4 A. R. S. : MM. Billotte, Godin, Febvay, Grousseaud.

9 *députés n'ont pas pris part au vote :* 3 U. D. S. R. : MM. Chupin, Duveau, Mitterrand ; 2 républicains sociaux : MM. Fouchet, Schmittlein; 1 M. R. P. : M. Reille-Soult ; 3 non-inscrits : MM. Buron, Goubert, Monteil.

6 *députés étaient excusés ou absents par congé :* MM. Bourgeois, de Gaulle, Gaubert et Soustelle (rép. soc.) ; Ihuel (M. R. P.) ; de Beaumont (rép. ind.).

MM. Jules-Julien (rad.-soc.), qui présidait la séance, et M. Pierre Schneiter (M. R. P.), président de l'Assemblée nationale, n'ont pas pris part au vote.

LA COMPOSITION DU CABINET

Le Cabinet Edgar Faure comprenait, le jour de sa présentation devant l'Assemblée nationale, 19 ministres et 1 secrétaire d'Etat. En voici la liste :

(1) *Journal Officiel* (Assemblée nationale. Débats parlementaires) du 24 février 1955, p. 880.

Ministres.

	MM.
Président du Conseil..	Edgar FAURE (rad.-soc.).
Délégué à la présidence du Conseil...	Gaston PALEWSKI (rép. soc.).
Affaires étrangères...	Antoine PINAY (ind.).
Justice	R. SCHUMAN (M. R. P.).
Défense nationale....	Pierre KOENIG (rép. soc.).
Intérieur	M. BOURGÈS-MAUNOURY rad.-soc.).
Finances et Affaires économiques	P. PFLIMLIN (M. R. P.).
Education nationale..	J. BERTHOIN, sén. (rad.-soc.).
France d'outre-mer...	P.-H. TEITGEN (M. R. P.).
Travail et Sécurité sociale	Paul BACON (M. R. P.).
Travaux publics et Transports	CORNIGLION - MOLINIER rép.-soc.).
Industrie et Commerce.	André MORICE (rad.-soc.).
Agriculture	J. SOURBET (ind. pays.).
Reconstruction	Roger DUCHET (ind.).
Santé publique et Population	Bernard LAFAY (rad.-soc.).
Anciens Combattants.	Raym. TRIBOULET (rép. soc.).
P. T. T..............	Ed. BONNEFOUS (U. D. S. R.).
Marine marchande...	Paul ANTIER (pays.).
Affaires tunisiennes et marocaines	Pierre JULY (A. R. S.).

Secrétaires d'État.

Finances et Affaires économiques	GILBERT-JULES (sén. rad.-soc.).

D'autres secrétaires d'Etat ont été nommés, le 2 mars 1955. Ils se répartissent ainsi :

Présidence du Conseil (Rapports avec les Assemblées)	Jean MÉDECIN (app. rad.).
(Recherche scientifique)	Léop. SENGHOR (I. O. M.).
Affaires économiques.	Pierre ABELIN (M. R. P.).
Etats Associés.......	Henri LAFOREST (rad.-soc.).
France d'outre-mer...	M. BAYROU (rép. soc.).
Défense nationale....	Jean CROUZIER (ind.).

Les nouveaux ministres et secrétaires d'État.

M. GASTON PALEWSKI

Né en 1901, à Paris. Etudes à la Sorbonne et à l'Université d'Oxford. Licencié ès lettres. Attaché au Cabinet du maréchal Lyautey à Rabat, puis collaborateur de M. Paul Reynaud, tant au ministère des Colonies (1931) qu'au ministère des Finances (1939-1940). En août 1940, il rejoint, à Londres, le général de Gaulle, qui le nomme directeur des Affaires politiques de la France libre. En 1942, il participe à la campagne d'Ethiopie, puis dirige jusqu'en janvier 1946 le Cabinet du général de Gaulle.

Le 17 juin 1951, M. Gaston Palewski est élu député de la Seine. Le groupe parlementaire R. P. F. le choisit pour vice-président. Il est également vice-président de l'Assemblée nationale en novembre 1952, puis en janvier 1955.

M. RAYMOND TRIBOULET

Né en 1906, à Paris. Licencié en droit et en lettres. Il était agriculteur dans le Calvados quand la guerre de 1939 le mobilisa avec le grade de lieutenant. Fait prisonnier, il rentre d'Allemagne après dix mois de captivité et prend u part active à la Résistance. Il devient secrétai du Comité clandestin de Libération du Calvado Après le débarquement, il est, à Bayeux, le premi sous-préfet de la France libérée.

Elu député du Calvados en 1946, il est réélu e 1951 sur la liste R. P. F. En juin 1954, il préside le groupe des républicains sociaux.

M. JEAN MEDECIN

Né à Nice (dont il est le maire), le 2 décembr 1890, M. Jean Médecin est avocat. Il fait la pr mière guerre mondiale, au cours de laquelle il e quatre fois cité. Maire de Nice en 1928, il est él député des Alpes-Maritimes en 1932 et 1936, e deux ans plus tard, entre au Sénat.

Durant l'occupation, les autorités italienn l'envoient en résidence surveillée à Avignon, pu à Annot (Basses-Alpes), où il est arrêté par l Gestapo en juin 1944. Interné à Belfort, il s'évac et parvient à gagner la Suisse. Dès la Libératio il rejoint Nice et est élu, en octobre 1945 et jui 1946, membre de la Constituante.

En novembre de la même année, il est réél député, avec MM. Emile Hugues (rad.) et Olm (pays.), sur une liste de Rassemblement républi cain, ainsi qu'en juin 1951.

C'est en 1947 qu'il redevient maire de Nice, alo que la municipalité était passée successivemer aux mains des communistes et des socialistes.

M. LEOPOLD SENGHOR

M. Senghor, né le 9 octobre 1906, à Joal (Sénégal est agrégé de grammaire et, à ce titre, a pris un large part à la mise au point, dans sa forme, d la Constitution. Très jeune, il fit ses première armes dans la littérature. Inscrit au parti socia liste depuis de longues années, il est élu, en 194 membre du Comité directeur de la S. F. I. O. Aprè avoir démissionné, en 1948, de ce parti, il adhèr au groupe des indépendants d'outre-mer.

M. Senghor fut élu, pour la première fois, l 7 novembre 1945, à l'Assemblée constituante, o dans le collège des non-citoyens, il représenta la région « Sénégal-Mauritanie ».

En 1946, M. Senghor épousa la fille du gouve neur Eboué. L'année suivante, il représenta l France comme délégué adjoint à la deuxième Co férence générale de l'U. N. E. S. C. O., qui siégea à Mexico. Depuis 1949, il préside, au Palai Bourbon, le groupe des indépendants d'outre-me

M. Léopold Senghor est conseiller du Sénéga membre du grand Conseil de l'A. O. F., membr titulaire de l'Assemblée consultative du Conse de l'Europe. Il a publié des poèmes et des essai

M. HENRI LAFOREST

Né à Nontron (Dordogne), le 19 juillet 190 diplômé d'études supérieures de droit et de l'Eco des sciences politiques, avocat à la Cour de Pari M. Henri Laforest a été mobilisé comme offici de réserve en Indochine, de 1939 à 1942, et a pr part aux campagnes contre les troupes japonais et thaïlandaises. En 1944, il commanda dans maquis alpin une formation de l'armée secrète e l'année suivante, fit campagne contre l'Allemagn

Conseiller de l'Union française en 1950, M. Laf rest fut élu député radical de la Dordogne 17 juin 1951. Chevalier de la Légion d'honneu croix de guerre 1939-1945, le responsable des rel tions avec les Etats associés est maire de sa vil natale, conseiller général de la Dordogne.

M. MAURICE BAYROU

M. Maurice Bayrou est né le 2 mars 1905, Lanta (Haute-Garonne). Docteur-vétérinaire, ing nieur agricole, il est inspecteur du service l'élevage de l'A. E. F. Depuis le 10 novembre 194 il représente au Palais-Bourbon, dans le grou gaulliste, le Gabon-Moyen-Congo.

M. JEAN CROUZIER

Député indépendant de Meurthe-et-Moselle, [M]. Jean Crouzier est né dans les Vosges, à Raon-[l']Etape, le 2 novembre 1899. Licencié en droit, [n]otaire honoraire, maire de Blamont (Meurthe-et-[M]oselle), c'est un spécialiste, à l'Assemblée natio[n]ale, des problèmes touchant la reconstruction et [d]es dommages de guerre.

[É]VÉNEMENTS ET INFORMATIONS

MAI 1955

VENDREDI 13. — A L'ÉTRANGER. — Le président [d]es Etats-Unis désigne le général Maxwell Taylor, [5]4 ans, actuellement commandant en chef des [f]orces des Nations Unies d'Extrême-Orient, pour [s]uccéder comme chef d'état-major de l'armée de [t]erre au général Ridgway, qui prend sa retraite.

— A *Genève*, le Congrès de l'organisation météo[r]ologique mondiale évoque, sans conclure, l'action [d]es explosions nucléaires sur le temps.

— A *Saïgon*, le président Diem relève de ses [f]onctions d'inspecteur général des forces vietna[m]iennes le général Nguyen Van Vy, réfugié à [D]alat après son échec de coup d'Etat.

SAMEDI 14. — Ouverture de la 51e Foire de [P]aris.

— A Champrosay, ouverture, jusqu'au 16 mai, [d]es Journées nationales d'études du Secours catho[l]ique sur le thème : « La charité en marche ».

— Ouverture, jusqu'au 15 mai, du premier Con[g]rès de l'aide aux sans-logis de l'agglomération [p]arisienne (A. S. L. A. P.), Association née de [l]'appel de l'abbé Pierre et qui fédère l'ensemble [d]es Comités locaux de la région parisienne.

— M. Henri Longchambon, ancien ministre, est [n]ommé président du Conseil supérieur de la [r]echerche scientifique et du progrès technique.

A L'ÉTRANGER. — La Conférence de *Varsovie* se [t]ermine par la signature d'un traité qui prévoit [n]otamment l'unification des forces armées des huit [p]ays communistes d'Europe orientale sous le com[m]andement suprême du maréchal soviétique [K]oniev, avec quartier général à Moscou.

DIMANCHE 15. — Pèlerinage annuel, par les [r]outes de la Beauce, des étudiants catholiques à [C]hartres. 15 000 pèlerins.

— A Bar-sur-Aube, clôture du Ve Congrès [n]ational de l'Association France-Canada, ouvert [l]e 14, où ont été examinées les questions écono[m]iques, culturelles et touristiques qui intéressent [l]es deux pays.

— Clôture à Angers, du XVIIIe Congrès de la [C]onfédération nationale de la famille rurale, [o]uvert le 13 avril, dont le thème était : l'avenir [d]e nos villages.

A L'ÉTRANGER. — Le président de la République [e]t Mme René Coty sont accueillis à *Copenhague* où [l]es rejoint M. Edgar Faure.

— A *Vienne*, signature du traité mettant fin à l'occupation de l'Autriche. M. Molotov accepte le [p]rincipe d'une Conférence des « Quatre Grands ».

LUNDI 16. — Le prix Albert-Londres est attribué [a]u reporter Jean Lartéguy, de *Paris-Presse*.

A L'ÉTRANGER. — A *Cologne*, clôture du premier [C]ongrès international pour la protection de la [m]oralité publique, ouvert le 13 mai. 247 délégués [r]eprésentant 15 pays différents y ont pris part. [L]e thème traité était : « L'enfance et la jeunesse [f]ace à l'immoralité publique. »

MARDI 17. — Le tribunal militaire de Paris [p]rononce son verdict dans le procès des cinq gardiens du camp de concentration de Struthof : Fuchs, Seuss et Ehrmanntraut sont condamnés à mort ; Oehler, aux travaux forcés à perpétuité ; Nitsch, à quinze ans de travaux forcés.

— Le grand prix national des Lettres est décerné à M. Jean Schlumberger. Le lauréat est né à Guebwiller, le 26 mai 1877. Il s'est d'abord consacré à l'histoire avant de s'orienter vers la littérature. Obligé de quitter l'Alsace à 15 ans pour conserver la nationalité française, il fait ses études à Condorcet, puis à la Sorbonne où il obtient sa licence ès lettres. En 1906, il publie, aux *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy, *Heureux qui comme Ulysse*. En 1909, il fonde, avec André Gide, *La nouvelle revue française*, et collabore, avec Copeau, à la création du théâtre du Vieux-Colombier. Il avait déjà reçu le grand prix de Littérature de l'Académie française. Principales œuvres : *Un homme heureux* (1921), *Le camarade infidèle* (1922), *Le lion devenu vieux* (1924), *Les yeux de dix-huit ans* (1928), *Saint-Saturnin* (1931), *L'histoire des quatre potiers* (1935), *Plaisir à Corneille* (1936), *Essais et dialogues* (1937), *Stéphane le glorieux* (1939), *Jalons* (1942), *Nouveaux jalons* (1943). Il a encore publié, entre les deux guerres, un volume de vers : *Epigrammes romaines*, et divers essais ou traités : *Césaire*, *Sur les frontières religieuses*, etc., outre des articles de critique et plusieurs pièces de théâtre, notamment *Les fils Louverné* et *La mort de Sparte*, ainsi qu'un divertissement : *L'amour, le prince et la vérité*. Son œuvre la plus récente, un recueil de souvenirs : *Eveils*, a paru en 1949.

A L'ÉTRANGER. — Mlle Eveline Bodinie, 13 ans, de Rennes, remporte, à *New-York*, le grand prix de l'Exposition internationale d'œuvres artistiques d'enfants. Le tableau primé est une aquarelle représentant un coin de la côte bretonne.

MERCREDI 18. — Le président de la République et Mme René Coty, retour du Danemark, arrivent à Orly par avion.

— Clôture des deux « Journées d'outre-mer », ouvertes le 17 mai, à Marseille, en prélude au XIe Congrès national du M. R. P.

— Le grand prix de la Mer et de l'Outre-Mer est attribué à M. François Bonjean, romancier et conteur spécialisé dans les thèmes marocains.

— Mme Françoise Lorrain reçoit le prix François-de-Neufchâteau, doté par *La vie médicale*, pour son roman : *La colonne de cendres*.

— Le prix culturel « Plaisir de France » est décerné à M. Alan Pryce-Jones, directeur du supplément littéraire du *Times*, voyageur, musicien et poète.

— Ouverture, à Paris, jusqu'au 21 mai, du XIIe Congrès de l'Union internationale des associations patronales catholiques.

JEUDI 19. — A Marseille, jusqu'au 22 mai, XIe Congrès national du M. R. P.

— Le gouvernement prend des mesures pour le maintien de l'ordre dans les trois départements algériens : rappel des disponibles du dernier contingent résidant en Algérie ; dix bataillons et huit escadrons de gendarmerie mobile envoyés de la métropole.

A L'ÉTRANGER. — Mort, à *Madrid*, à l'âge de 86 ans, de la romancière espagnole Concha Espina. Principales œuvres : *Le métal des morts* et *Le sphinx de la Maragata*.

— Mort, dans sa résidence de Bekorké, près de *Beyrouth*, de Mgr Antoine-Pierre Arida, patriarche d'Antioche des Maronites. Né en 1863, il avait été ordonné prêtre à Saint-Sulpice en 1890. Elu évêque de Tripoli de Syrie des Maronites, en 1908, il fut élevé au patriarcat d'Antioche des Maronites, en 1932, et confirmé au Consistoire du 13 mars 1933. Grand ami de la France, il était grand-croix de la Légion d'honneur depuis 1947.

VENDREDI 20. — Ouverture, à Paris, du 168e Salon des artistes français.

A L'ÉTRANGER. — Ouverture, à *Vienne*, du IVe Congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (C. I. S. L.), représentant les 54 millions de travailleurs répartis dans 108 organisations constituées dans 75 nations. Le Congrès dure une semaine.

— En *Argentine*, le Sénat, entièrement peroniste, vote la loi décidant qu'une Convention se réunira pour décider de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, loi votée, le 19 mai, par la Chambre.

SAMEDI 21. — A Paris, clôture du XIIe Congrès international de l'Union internationale des associations patronales catholiques (U. N. I. A. P. A. C.), ouvert le 18 mai. Thème : « Plein emploi et mission des chefs d'entreprise. » 500 chefs d'entreprise de 12 pays différents y ont pris part.

— Clôture, à Lille, du Congrès national de la magistrature, ouvert à Douai le 16 mai.

— A Paris, Congrès de la Confédération générale des cadres (C. G. C.) qui sera clos le 22 mai.

A L'ÉTRANGER. — Annonce de la nomination par S. S. Pie XII de Mgr Sensi, observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'U. N. E. S. C. O., à Paris, comme archevêque de Sardes et nonce apostolique au *Costa-Rica*. Mgr Sensi est né le 27 mai 1907 à Cosenza. Docteur en théologie et en droit canon, il passa un an à la Congrégation du Concile, puis fut successivement en poste dans les nonciatures de Bucarest, de Berne et de Bruxelles. En 1948-1949, il fut chargé d'affaires à Prague, puis travailla à la Secrétairerie d'Etat. La confiance du Saint-Père l'investit spécialement de la charge de promouvoir et coordonner les activités catholiques internationales. Mgr Sensi vint à Paris en 1953, en qualité d'observateur permanent du Saint-Siège près de l'U. N. E. S. C. O. Il y trouva, déjà bien organisé et jouissant d'une large audience, le Comité catholique international de coordination auprès de l'U. N. E. S. C. O. Il représenta le Saint-Siège à plusieurs Conférences internationales.

— Mort accidentelle, à *Mexico*, à l'âge de 58 ans, de l'homme politique et écrivain vénézuélien Andres Eloy Blanco, le plus grand poète contemporain de son pays. Il était réfugié politique au Mexique depuis 1948.

— Le bulletin de l'agence *Fides* signale que S. S. Pie XII a bien voulu procéder aux nominations, promotions et actes suivants :

5 mai 1955 : 1° Nomination, comme évêque résidentiel de Kumbakonam (*Inde*), de M. l'abbé Chinnaiyan Arulswami Daniel, curé dans ce diocèse. Le nouvel évêque est né à Viragalur, le 2 janvier 1916. Elève du Séminaire pontifical de Kandy, il fut ordonné prêtre en 1944.

2° M. l'abbé Longin Gabriel Pereira, vicaire général de l'archidiocèse de *Bombay*, est promu au siège épiscopal titulaire de Vada et devient auxiliaire du cardinal Gracias, archevêque de Bombay. Mgr Pereira, né à Bombay en 1910, ancien élève du Séminaire interdiocésain de Mangalore, dirigé par les Jésuites, fut ordonné prêtre en 1938. Docteur ès sciences de l'Université de Bombay, il fut vicaire, puis curé en des centres importants et fut enfin nommé vicaire général.

3° M. l'abbé Pierre-Bernard Pereira, curé du diocèse de Trivandrum des Latins, est promu au siège épiscopal titulaire d'Urusi et devient auxiliaire de Mgr Dereere, des Carmes Déchaussés, évêque de *Trivandrum*. Mgr Pierre-Bernard Pereira est né à Quilon en 1917. Il fut ordonné en 1944.

8 mai 1955 : 1° Erection du nouveau diocèse d'*Amravati*, détaché du territoire de l'archidiocèse de Nagpur (*Inde*) et confié à la Congrégation des Missionnaires de Saint-François de Sales d'Annecy.

2° Nomination au siège susdit d'*Amravati* du R. P. Joseph-Albert Rosario des Missionnaires de Saint-François de Sales, directeur de l'Ecole supérieure Saint-François-de-Sales à *Ucassaim* (Goa). Le nouvel évêque est né à Nagpur le 30 mai 1915. Elève au Grand Séminaire de cette ville, puis entré dans la Congrégation des Missionnaires de Saint-François de Sales en 1934, il fut ordonné prêtre le 29 septembre 1944.

DIMANCHE 22. — Sous l'égide de *Pax Christi*, dimanche international de la paix dans 12 pays.

— Clôture, à l'Institut catholique de Paris, des deux Journées chrétiennes de la fonction publique organisées par l'Union nationale des fonctionnaires catholiques sur le thème : le fonctionnaire dans la cité.

— A Strasbourg, clôture du Congrès de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, ouvert le 20 mai et consacré aux problèmes européens.

— Dans l'Aurès, notre artillerie tire sur une bande de rebelles encerclés. Ceux-ci perdent une vingtaine d'hommes.

— Mort, à Paris, à l'âge de 89 ans, de l'écrivain, poète et auteur dramatique Miguel Zamacoïs. D'abord élève des Beaux-Arts, il entra au *Gaulois*, puis au *Figaro* où il tint, pendant des années, la chronique des spectacles. Avec son théâtre en vers, il obtint de grands succès : *Les bouffons*, où Sarah Bernhardt triompha en 1907 ; *La fleur merveilleuse*, en 1910. Il adapta pour l'Opéra *Le marchand de Venise*, mis en musique par Reynaldo Hahn. Il est aussi l'auteur d'un vivant recueil de souvenirs : *Pinceaux et stylos*.

A L'ÉTRANGER. — Dans un message adressé aux chefs de gouvernement de 43 Etats, le Comité révolutionnaire du *Viet-Nam* réclame la déchéance de Bao Daï et l'instauration de la République.

26 juin 1955. N° 1202. — Nouvelle série : N° 289

SOMMAIRE

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris-8e. — *Le directeur :* A. MICHELIN.